



NOTICE ANNUELLE 2022
(Exercice clos le 31 mars 2022)

15 juin 2022

SIÈGE SOCIAL
8585, chemin de la Côte-de-Liesse
Saint-Laurent (Québec)
Canada H4T 1G6

TABLE DES MATIÈRES

1.	STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DE CAE.....	3
	1.1 Dénomination sociale, adresse et constitution	3
	1.2 Liens intersociétés	4
2.	VUE D'ENSEMBLE DE CAE.....	4
	2.1 Vue d'ensemble	4
	2.2 Produits des activités ordinaires par secteur géographique, produits des activités ordinaires par secteur d'activité et emplacements	4
	2.3 Notre mission	9
	2.4 Notre vision	9
3.	DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS	9
	3.1 Faits nouveaux importants des trois derniers exercices	9
4.	DESCRIPTION DES ACTIVITÉS	13
	4.1 Notre stratégie.....	13
	4.2 Nos activités.....	13
	4.3 Vue d'ensemble et tendances de l'industrie	14
	4.4 Innovation et Recherche et développement (R-D)	16
	4.5 Fabrication et services	18
	4.6 Compétences et connaissances spécialisées	20
	4.7 Concurrence.....	20
	4.8 Composantes	20
	4.9 Propriété intellectuelle	21
	4.10 Cycles	21
	4.11 Personnel.....	22
	4.12 ESG et responsabilité sociale de l'entreprise	22
	4.13 Monnaies étrangères.....	25
	4.14 Réorganisations	25
5.	RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOS ACTIVITÉS	25
6.	DIVIDENDES ET DISTRIBUTIONS	25
	6.1 Dividendes	25
	6.2 Rachat et annulation d'actions ordinaires.....	26
7.	DESCRIPTION DE LA STRUCTURE DU CAPITAL	26
8.	MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES	26
	8.1 Cours et volume des opérations.....	27
	8.2 Ventes antérieures	28
9.	ADMINISTRATEURS ET HAUTS DIRIGEANTS	28
	9.1 Nom et fonctions principales	29
	9.2 Interdictions d'opérations, faillites, amendes ou sanctions.....	36
10.	AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES	36
11.	COMITÉ D'AUDIT	36
	11.1 Charte	36
	11.2 Composition	37
	11.3 Approbation des services	38
12.	INTÉRÊTS DES EXPERTS.....	39
13.	RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	39
	GLOSSAIRE	40
	ANNEXE A – FILIALES ET AUTRES INVESTISSEMENTS	43
	ANNEXE B – CHARTE DU COMITÉ D'AUDIT	49

RENSEIGNEMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI

Le rapport de gestion de CAE ainsi que nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022 et les notes y afférentes (**états financiers consolidés**) se trouvent dans le rapport financier annuel remis aux actionnaires pour l'exercice clos le 31 mars 2022 (**rapport financier annuel**). Les états financiers consolidés ont été établis conformément à la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité et aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les renseignements qui sont contenus dans le rapport de gestion et dans les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022, de même que dans les notes y afférentes, disponibles sur SEDAR au www.sedar.com, sont expressément intégrés par renvoi dans la présente notice annuelle. Les parties du rapport financier annuel qui ne sont pas expressément intégrées par renvoi ne font pas partie des présentes.

Sauf indication contraire, toute somme d'argent indiquée dans la présente notice annuelle est exprimée en dollars canadiens. Dans la présente notice annuelle, nous utilisons les termes « nous », « nos », « notre », « nôtre », « Société » et « CAE » pour désigner CAE inc. et, selon le cas, ses filiales. Nous utilisons également les autres termes clés dans la présente notice annuelle, lesquels sont définis dans le glossaire joint en annexe de la présente notice annuelle.

L'exercice 2022 ou EX22 désigne la période allant du 1er avril 2021 au 31 mars 2022, l'exercice 2021 ou EX21 désigne la période allant du 1er avril 2020 au 31 mars 2021 et l'exercice 2020 ou EX20 désigne la période allant du 1er avril 2019 au 31 mars 2020.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

La présente notice annuelle contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique en général, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, les marchés potentiels estimés, les énoncés relatifs à notre acquisition des activités de formation militaire de L3Harris Technologies (**L3H MT**) et du portefeuille d'opérations aériennes AirCentre de Sabre (**AirCentre**), l'accès de CAE aux ressources en capital, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les attentes concernant les économies de coûts et les synergies prévues, la solidité, la complémentarité et la compatibilité des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre avec nos activités et nos équipes existantes, les autres avantages prévus des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre et leur incidence sur notre croissance future, nos résultats d'exploitation, notre rendement, nos activités, nos projets et nos occasions, nos perspectives commerciales, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, et notre position de chef de file dans nos marchés, ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des termes comme croire, compter que, s'attendre à, prévoir, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, vouloir, devoir, stratégie, futur, et des formulations analogues. Tous ces énoncés prospectifs sont faits conformément aux règles d'exonération des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et de la loi américaine intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels dans les périodes futures diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment les risques liés à nos activités et à notre stratégie commerciale, comme l'évolution des normes, l'innovation et la perturbation technologiques, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les estimations de nos occasions sur les marchés, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, le rapport de force et l'empiétement des fabricants d'équipement d'origine (OEM), les sous-traitants, le détournement de l'attention de la direction, l'intégration des produits, la gestion et l'exécution des programmes, les activités de recherche et de développement (R-D), les partenariats stratégiques et les contrats à long terme, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, le carnet de commandes, le risque de crédit des clients, la durée du cycle de vente, le caractère saisonnier des activités et notre réputation; les risques liés à nos marchés et à la portée internationale de nos activités, comme

la portée internationale de nos activités, l'incertitude géopolitique, la conjoncture économique mondiale, le conflit armé en Ukraine, les variations du change et les questions fiscales; les risques liés à nos secteurs d'activité et conditions macroéconomiques, comme la concurrence commerciale, les contraintes du secteur de l'aviation civile, l'inflation, le risque continu de crises sanitaires mondiales, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, le développement des affaires et l'attribution de nouveaux contrats, les conditions climatiques extrêmes et l'incidence des catastrophes naturelles ou autres perturbations (y compris les répercussions des changements climatiques); les risques légaux et réglementaires, comme l'éthique et la conformité, l'attention continue accordée aux questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), les lois et règlements sur l'environnement, les risques liés à la responsabilité qui pourraient ne pas être couverts par les assurances ou faire l'objet d'indemnisations, de demandes de garantie ou d'autres réclamations sur les produits, les mesures prises par les États-Unis en matière de propriété, de contrôle ou d'influence étrangère, la conformité avec les lois et règlements, et les contrôles et enquêtes publics; les risques liés aux technologies de l'information, à la cybersécurité et à la propriété intellectuelle, comme la dépendance envers de tiers fournisseurs pour la gestion des systèmes et de l'infrastructure de technologie de l'information, les droits en matière de données et la gouvernance des données, la protection de nos droits de propriété intellectuelle et de notre marque, et la propriété intellectuelle de tiers; les risques liés aux talents et à la main-d'œuvre, comme la gestion des talents, les membres du personnel et de la direction clés, la culture d'entreprise et les relations de travail; les risques liés aux fusions, acquisitions, coentreprises, alliances stratégiques ou dessaisissements, comme le risque que nous ne gérons pas efficacement notre croissance, les risques liés à l'intégration, la dépendance continue à l'égard de certaines parties et informations, ainsi que les coûts d'acquisition et d'intégration; les risques liés aux contrôles et aux questions de comptabilité, comme l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, les estimations comptables, le risque de dépréciation et la capitalisation des régimes de retraite; les risques liés à notre dette et à nos liquidités, comme la dette affectée au financement des acquisitions et la capacité de respecter les exigences de services de la dette, la disponibilité du capital, le risque de liquidité et la volatilité des taux d'intérêt; et les risques liés à nos actions ordinaires et à un placement dans nos titres, comme les ventes d'actions ordinaires additionnelles, le cours du marché et la volatilité de nos actions ordinaires, le rendement du capital investi pour les actionnaires, le statut d'émetteur privé étranger et l'exercice de recours en responsabilité civile à l'encontre de nos administrateurs et dirigeants. La liste qui précède n'est pas exhaustive, et d'autres facteurs inconnus ou imprévisibles pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur la performance ou les résultats de CAE. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date de la présente notice annuelle. Vous trouverez de plus amples renseignements à la section 9 « Risques et incertitudes liés à nos activités » du rapport de gestion inclus dans le rapport financier pour l'exercice clos le 31 mars 2022, qui a été déposé auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières sur SEDAR (www.sedar.com) et qui est disponible sur le site Web de CAE (www.cae.com). Le rapport de gestion a également été déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et est disponible sur son site Web (www.sec.com). L'un ou l'autre des facteurs mentionnés plus haut et ailleurs dans la présente notice annuelle pourrait être exacerbé par le prolongement de la pandémie de COVID-19 et avoir une incidence défavorable plus marquée sur les activités, les résultats opérationnels et la situation financière de CAE.

En conséquence, les lecteurs sont avisés que l'un des risques énoncés pourrait avoir des effets nuisibles importants sur les énoncés prospectifs de CAE. Les lecteurs sont également avisés que les risques mentionnés plus haut et ailleurs dans la présente notice annuelle ne sont pas nécessairement les seuls auxquels nous sommes exposés.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans la présente notice annuelle sont expressément visés par cette mise en garde.

De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date de la présente notice annuelle. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas se fier indûment à ces énoncés.

HYPOTHÈSES IMPORTANTES

Les énoncés prospectifs dans la présente notice annuelle sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : les répercussions négatives prévues de la pandémie de COVID-19 sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et/ou notre situation financière, y compris l'effet escompté des mesures d'atténuation mises en œuvre à la suite de la pandémie de COVID-19 et le moment et le degré d'assouplissement des restrictions de déplacement à l'échelle mondiale liées à la COVID-19, la conjoncture de marché, la réceptivité des clients envers les solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des récentes initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur nos facilités de crédit renouvelables, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, de nos flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et de l'accès continu au financement par emprunt de façon suffisante pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à réaliser des synergies et à maintenir notre position sur le marché à la suite de l'exécution fructueuse des plans d'intégration liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, notre capacité à achever par ailleurs l'intégration des activités de L3H MT et d'AirCentre acquises dans les délais prévus et selon les coûts prévus, notre capacité à attirer et à retenir des employés clés en lien avec les acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, les estimations et attentes de la direction par rapport à la conjoncture économique et commerciale future et autres facteurs liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre et aux effets connexes sur la croissance et l'accroissement de divers paramètres financiers, la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre dans les délais prévus, les conditions économiques, politiques et du secteur prévues, l'exactitude et l'exhaustivité des informations, y compris l'information financière, communiquées au grand public et autres par L3Harris Technologies et AirCentre, et l'absence de coûts ou de passifs non déclarés importants liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre. Pour de plus amples renseignements, y compris à l'égard des autres hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs formulés dans la présente notice annuelle, se reporter à la section 9 « Risques et incertitudes liés à nos activités » du rapport de gestion de 2022 de CAE, laquelle section est intégrée à la présente notice annuelle par renvoi. Compte tenu de l'incidence de l'évolution des circonstances entourant la pandémie de COVID-19 et des mesures connexes prises par CAE, les gouvernements, les autorités de réglementation, les entreprises et les clients, les hypothèses de CAE font intrinsèquement l'objet de plus d'incertitude. Le transport aérien est un moteur important des activités de CAE et la direction s'appuie sur l'analyse de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le taux et le profil de reprise de son marché principal de l'aviation civile. Par conséquent, les hypothèses énoncées dans la présente notice annuelle et, par ricochet, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses pourraient se révéler inexacts.

1. STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DE CAE

1.1 Dénomination sociale, adresse et constitution

Le 17 mars 1947, CAE inc. (**Société** ou **CAE**) a été constituée sous le régime des lois du Canada par lettres patentes en tant que Canadian Aviation Electronics Ltd. En 1965, la Société a pris la dénomination CAE Industries Ltd. et, en 1993, elle a pris la dénomination CAE inc.

CAE a été prorogée en 1977 sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions (LCSA)*. En 1979, les statuts de CAE ont été modifiés pour convertir son capital social autorisé en un nombre illimité d'actions ordinaires, et ils ont été modifiés de nouveau en 1981 de façon à autoriser un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries et comportant les droits, privilèges, restrictions et conditions pouvant être établis par les administrateurs de CAE.

Le 9 juin 1995, les statuts de CAE ont été modifiés de façon à autoriser les administrateurs à nommer d'autres administrateurs conformément à la LCSA. Le 1er avril 2001, la Société a fusionné avec CAE Électronique Itée, notre filiale en propriété exclusive.

Le siège social de CAE est situé au 8585, chemin de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec) Canada H4T 1G6; son numéro de téléphone est le 514 341-6780 et son numéro de télécopieur est le 514 340-5530.

1.2 Liens intersociétés

Les filiales directes et indirectes ainsi que d'autres investissements ou participations de CAE figurent à l'annexe A.

2. VUE D'ENSEMBLE DE CAE

2.1 Vue d'ensemble

À CAE, nous fournissons aux gens qui occupent des rôles critiques le savoir-faire et les solutions nécessaires pour rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise de haute technologie, nous tirons parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique. Mais avant tout, nous permettons aux pilotes, aux membres d'équipage, aux forces de défense et de sécurité, et aux professionnels de la santé de donner quotidiennement le meilleur d'eux-mêmes lorsque les enjeux sont les plus élevés. Dans le monde entier, nous sommes présents partout où les clients ont besoin de nous, avec plus de 13 000 employés répartis dans 200 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays. CAE s'appuie sur 75 ans d'innovations dans la conception de simulateurs de vol et de missions de la plus haute fidélité possible, de mannequins chirurgicaux et de programmes de formation personnalisés et assistés par l'intelligence artificielle. Nous investissons temps et ressources dans la création de la prochaine génération de solutions de formation et d'opérations critiques immersives et numériques de pointe. Aujourd'hui comme demain, nous nous assurerons que nos clients sont prêts lors des moments qui comptent le plus.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York (TSX/NYSE), sous le symbole CAE.

2.2 Produits des activités ordinaires par secteur géographique, produits des activités ordinaires par secteur d'activité et emplacements

Les produits des activités ordinaires consolidés de CAE se sont établis à 3,4 milliards de dollars pour l'exercice 2022 et à 3,0 milliards de dollars pour l'exercice 2021. Ils sont répartis comme suit :

Produits des activités ordinaires par secteur d'activité (%)

	EX2022	EX2021
Aviation civile	48	47
Défense et sécurité	48	41
Santé	4	12
	100	100

Répartition géographique des produits des activités ordinaires (%)
(selon l'emplacement des clients)

	EX2022	EX2021
États-Unis	50	44
Europe	14	19
Asie	14	13
Canada	11	15
Royaume-Uni	6	5
Afrique et Océanie	3	2
Reste des Amériques	2	2
	100	100

Pour obtenir de l'information concernant les produits des activités ordinaires de CAE par secteur isolable, il y a lieu de se reporter aux sections 5.1, 5.2 et 5.3 du rapport de gestion de 2022 de la Société, lesquelles sections sont intégrées dans la présente notice annuelle par renvoi.

Le tableau suivant présente, par secteur d'activité, les emplacements des principales filiales et des sites importants des divisions de CAE à la date de la présente notice annuelle¹:

<i>Emplacement</i>	<i>Aviation civile</i>	<i>Défense et sécurité</i>	<i>Santé</i>
Canada			
Cold Lake, Alberta		√	
Comox, Colombie-Britannique		√	
Greenwood, Nouvelle-Écosse		√	
Halifax, Nouvelle-Écosse		√	
Montréal, Québec	√	√	√
Moose Jaw, Saskatchewan		√	
Ottawa, Ontario		√	
Petawawa, Ontario		√	
Saint John's, Terre-Neuve	√		
Toronto, Ontario	√		
Trenton, Ontario		√	
Vancouver, Colombie-Britannique	√		

¹ La liste présente les principaux bureaux de CAE, ses activités, ses centres de formation ainsi que l'emplacement des principales bases militaires où nous fournissons des services de soutien à la formation partout dans le monde. Sont exclus de cette liste les sites comptant un nombre restreint d'employés et les sites où nous exploitons des programmes de sécurité de niveau supérieur.

<i>Emplacement</i>	<i>Aviation civile</i>	<i>Défense et sécurité</i>	<i>Santé</i>
États-Unis			
Albuquerque, Nouveau-Mexique		√	
Altus, Oklahoma		√	
Arlington, Texas		√	
Binghamton, New York		√	
Broken Arrow, Oklahoma		√	
Chantilly, Virginie		√	
Chicopee, Massachusetts		√	
China Lake, Californie		√	
Corpus Christi, Texas		√	
Dallas/Fort Worth, Texas	√	√	
Dothan, Alabama		√	
Elmendorf, Alaska		√	
Fairborn, Ohio		√	
Fort Bragg, Caroline du Nord		√	
Fort Rucker, Alabama		√	
Goldsboro, Caroline du Nord		√	
Grand Forks, North Dakota		√	
Hancock, New York		√	
Kirtland, Nouveau-Mexique		√	
Knob Noster, Missouri		√	
Little Rock, Arkansas		√	
MacDill, Floride		√	
Mesa, Arizona	√		
Minneapolis, Minnesota	√		
Moody, Géorgie		√	
Morristown, New Jersey	√		
Offutt, Nebraska		√	
Oklahoma City, Oklahoma		√	
Orlando, Floride	√	√	
Pensacola, Floride		√	
Phoenix, Arizona	√		
Pueblo, Colorado		√	
Sarasota, Floride			√
Seattle, Washington			√
Sherwood, Arkansas		√	
Tampa, Floride		√	
Tucson, Arizona		√	
Tulsa, Oklahoma		√	
Warner Robins, Géorgie		√	
Washington, D.C.		√	
Whiting Field, Floride		√	
Williamsburg, Virginie		√	

<i>Emplacement</i>	<i>Aviation civile</i>	<i>Défense et sécurité</i>	<i>Santé</i>
Royaume-Uni			
Benson, Royaume-Uni		√	
Burgess Hill, Royaume-Uni	√	√	
Gatwick, Royaume-Uni	√		
Helston, Royaume-Uni		√	
Moray, Royaume-Uni		√	
Oxford, Royaume-Uni	√		
Amérique du Sud			
Bogota, Colombie	√		√
Lima, Pérou	√		
Montevideo, Uruguay	√		
Santiago, Chili	√		
São Paulo, Brésil	√		√
Toluca, Mexique	√		
Europe			
Amsterdam, Pays-Bas	√		
Anvers, Belgique	√		
Barcelone, Espagne	√		
Bordeaux, France	√		
Brême, Allemagne		√	
Bruxelles, Belgique	√		
Büchel, Allemagne		√	
Buckeburg, Allemagne		√	
Budapest, Hongrie		√	√
Cognac, France		√	
Copenhague, Danemark	√		
Den Helder, Pays-Bas		√	
Dublin, Irlande	√		
Eindhoven, Pays-Bas		√	
Francfort, Allemagne	√		
Geilenkirchen, Allemagne		√	
Istanbul, Turquie	√		
Jagel, Allemagne		√	
Cracovie, Pologne	√		
Madrid, Espagne	√		
Mainz, Allemagne			√
Manching, Allemagne		√	
Milan, Italie	√		
Nordholz, Allemagne		√	
Oslo, Norvège	√		

Emplacement	Aviation civile	Défense et sécurité	Santé
Europe			
Prague, République tchèque	√		
Reykjavik, Islande	√		
Rome, Italie	√		
Sesto Calende, Italie		√	
Shannon, Irlande	√		
Stockholm, Suède	√		
Stolberg, Allemagne		√	
Veszprem, Hongrie			√
Vienne, Autriche	√		
Varsovie, Pologne		√	
Asie et Moyen-Orient			
Abu Dhabi, Émirats arabes unis	√	√	
Beijing, Chine	√		√
Bengaluru, Inde	√	√	
Bandar Seri Begawan, Brunei		√	√
Bangkok, Thaïlande	√		
Doha, Qatar	√		
Dubaï, Émirats arabes unis	√	√	
Gondia, Inde	√		
Ho Chi Minh, Vietnam	√		
Hong Kong, Hong Kong	√		
Jakarta, Indonésie	√		
Kuala Lumpur, Malaisie	√	√	
Manille/Clark, Philippines	√		
New Delhi, Inde	√		
Séoul, Corée du Sud	√		
Shanghai, Chine	√		
Singapour, Singapour	√	√	
Tokyo, Japon	√		
Afrique et Océanie			
Amberley, Australie		√	
Auckland, Nouvelle-Zélande	√	√	
Brisbane, Australie		√	
Homebush, Australie (Sydney)		√	
Johannesburg, Afrique du Sud	√		
Melbourne, Australie	√	√	
Nowra Hill, Australie		√	
Oakey, Australie		√	
Perth, Australie	√		
Richmond, Australie		√	

2.3 Notre mission

Être à l'avant-plan de l'immersion numérique grâce à des solutions de formation et de soutien opérationnel hautement technologiques qui rendent le monde plus sécuritaire.

2.4 Notre vision

Être le partenaire mondial de choix dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité et des soins de santé en révolutionnant la formation et les opérations critiques de nos clients grâce à des solutions numériques immersives qui améliorent la sécurité, l'efficacité et la préparation.

3. DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS

3.1 Faits nouveaux importants des trois derniers exercices

Faits saillants de l'exercice 2022

Changements sur le plan de la direction

- Avec prise d'effet le 3 mai 2021, Mary Lou Maher a été nommée au conseil d'administration de CAE (**conseil**).
- Le 30 août 2021, Carter Copeland a été nommé vice-président principal, Stratégie mondiale, un nouveau poste de direction, et Andrew Arnovitz a été nommé vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion des risques d'entreprise.
- Le 28 octobre 2021, Pascal Grenier a été nommé au poste de vice-président principal, Services aériens – Civil et Activités mondiales de fabrication.
- Avec prise d'effet le 30 mars 2022, Hélène V. Gagnon a été nommée cheffe de la direction du développement durable et vice-présidente principale, Engagement des parties prenantes, un nouveau poste.
- Après la clôture de l'exercice 2022, le 1^{er} avril 2022, Patrick M. Shanahan s'est joint au conseil.

Regroupements d'entreprises

- Le 1^{er} avril 2021, nous avons acquis la participation restante de 79 % dans RB Group, un important fournisseur de solutions entièrement intégrées qui modernisent la façon dont les compagnies aériennes et les exploitants d'avions d'affaires interagissent avec leur équipage. Cette acquisition vient appuyer l'expansion de CAE dans la gestion numérique de l'équipage de conduite dans le cadre de son objectif d'accroître les services logiciels destinés à l'aviation civile.
- Le 10 juin 2021, nous avons fait l'acquisition de GlobalJet Services, un fournisseur de formation en maintenance aéronautique reconnu dans le monde entier pour ses services destinés à l'aviation commerciale et aux hélicoptères. Cette acquisition accroît les plateformes d'aéronefs que nous pouvons exploiter sur le marché de la formation en maintenance grâce à des programmes de formation de calibre mondial approuvés par la réglementation.
- Le 2 juillet 2021, nous avons fait l'acquisition de la division Formation militaire de L3Harris Technologies (L3H MT), qui comprend Link Simulation & Training, Doss Aviation et AMI, pour une contrepartie en espèces de 1 337,7 millions \$. Link Simulation & Training est l'un des plus importants fournisseurs de solutions de formation militaire aux États-Unis; Doss Aviation est le fournisseur de la formation initiale au pilotage à la United States Air Force; et AMI est un établissement de conception et de fabrication du matériel destiné aux simulateurs. L'acquisition élargit notre position en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, peu importe la plateforme, en diversifiant notre position de chef de file en formation et simulation

dans le domaine aérien, complétant ainsi nos solutions de formation terrestre et maritime, et améliorant nos capacités de simulation et de formation dans les domaines spatial et cyber.

- Le 28 février 2022, nous avons conclu l'acquisition du portefeuille d'opérations aériennes AirCentre de Sabre (AirCentre), une gamme de solutions d'optimisation et de gestion de l'équipage de conduite, pour une contrepartie en trésorerie (déduction faite de la trésorerie acquise) de 498,9 millions \$. La transaction nous dote du catalogue de produits AirCentre de Sabre, des technologies et des droits de propriété intellectuelle connexes ainsi que de ses employés hautement qualifiés. L'acquisition élargit davantage notre portée auprès de notre vaste clientèle au-delà de la formation des pilotes et nous positionne comme un chef de file technologique dans le marché croissant des solutions numériques de gestion des vols et des équipages en tête de l'industrie.

Autres

- En juillet 2021, au moment de la conclusion de l'acquisition de L3H MT, 22 400 000 reçus de souscription en circulation ont été convertis en actions ordinaires de CAE, à raison de un pour un.
- En juillet 2021, nous avons conclu des contrats d'emprunt à terme non garantis d'un montant total de 300,0 millions \$ US pour financer une partie du prix d'acquisition de L3H MT.
- En juillet 2021, nous avons été inclus à l'indice S&P/TSX 60, qui regroupe les 60 chefs de file des principaux secteurs au Canada.
- En septembre 2021, nous avons prorogé l'échéance de notre facilité de crédit renouvelable non garantie de 850,0 millions \$ US jusqu'au 29 septembre 2026.
- En septembre 2021, nous avons conclu de nouveaux accords de participation financière avec le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec, qui investiront jusqu'à 190,0 millions \$ et 150,0 millions \$, respectivement, sous forme de prêts partiellement remboursables pour des dépenses admissibles liées à des projets de R-D. Les investissements financeront le Projet Résilience, un plan d'investissement de 1 milliard \$ dans les innovations en R-D au cours des cinq prochaines années.

Faits saillants de l'exercice 2021

Changements sur le plan de la direction

- Avec prise d'effet le 1^{er} mai 2020, le général David G. Perkins, USA (ret.) s'est joint au conseil d'administration de CAE.
- Le 5 mai 2020, Heidi R. Wood a été nommée vice-présidente exécutive, Développement des affaires et initiatives de croissance, un nouveau poste de haute direction.
- Le 26 juin 2020, Todd Probert a démissionné de son poste de président de groupe, Défense et sécurité. Heidi R. Wood a agi en tant que présidente de groupe intérimaire.
- Avec prise d'effet le 24 août 2020, Daniel Gelston a été nommé président de groupe, Défense et sécurité, succédant à Heidi R. Wood qui a agi en tant que présidente de groupe intérimaire.
- Le 25 septembre 2020, Rekha Ranganathan a démissionné de son poste de présidente, CAE Santé.
- Avec prise d'effet le 28 septembre 2020, Heidi R. Wood a été nommée au poste de présidente, CAE Santé et elle a maintenu son rôle de vice-présidente exécutive, Développement des affaires et Initiatives de croissance.

Regroupements d'entreprises

- Le 16 novembre 2020, nous avons acquis les actions de Flight Simulation Company B.V. (**FSC**) pour une contrepartie en trésorerie (déduction faite de la trésorerie acquise) de 105,2 millions \$. FSC est un fournisseur de solutions de formation ainsi que de services de dotation en instructeurs en Europe pour les compagnies aériennes et les transporteurs de fret. Cette acquisition permet à CAE de profiter d'un bassin de clients élargi et de tirer parti d'une entreprise bien établie qui se spécialise dans la formation périodique et qui complète son réseau.
- Le 22 décembre 2020, nous avons acquis les actions de Merlot Aero Limited (**Merlot**) pour une contrepartie en trésorerie (déduction faite de la trésorerie acquise) de 31,7 millions \$ et une contrepartie conditionnelle en trésorerie payable à long terme d'un montant maximal de 10 millions \$ US, si certains critères sont atteints. Merlot est un chef de file dans le marché des logiciels de gestion et d'optimisation des équipages pour l'aviation civile basé à Auckland, en Nouvelle-Zélande. Cette acquisition élargit notre expertise au-delà de la formation des pilotes dans le marché grandissant des services numérisés d'optimisation des équipages.
- Le 26 janvier 2021, nous avons acquis les actions de TRU Simulation + Training Canada Inc. (**TRU Canada**), un fabricant de simulateurs de vol et de dispositifs de formation au vol, pour une contrepartie en trésorerie (déduction faite de la trésorerie acquise) de 49,6 millions \$. L'acquisition élargit le réseau mondial installée de simulateurs de vol commerciaux en service et la clientèle de CAE, ainsi que le marché potentiel pour les services de soutien du cycle de vie du simulateur, ajoute des commandes de simulateurs au carnet de CAE, des simulateurs de vol à ses actifs, et lui donne également accès à un certain nombre de compagnies aériennes clientes partout dans le monde.

Autres

- Le 6 avril 2020, nous avons annoncé une série de mesures flexibles pour protéger notre situation financière en réaction à la pandémie de COVID-19 et pour atténuer l'incidence sur nos employés. Les mesures incluent la mise à pied temporaire de 2 600 de nos 10 500 employés et l'instauration d'une semaine de travail réduite pour 900 employés additionnels, ainsi que la suspension du dividende sur nos actions ordinaires et de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Le 20 avril 2020, nous avons annoncé que nous avons rappelé tous les employés mis à pied temporairement au Canada par l'intermédiaire du programme de Subvention salariale d'urgence du Canada (**SSUC**).
- Le 9 avril 2020, nous avons conclu une nouvelle facilité de crédit renouvelable non garantie de 500,0 millions de dollars d'une durée de 2 ans qui nous permet d'accéder à des capitaux supplémentaires et qui renforce notre situation financière.
- Le 10 avril 2020, nous avons conclu un accord avec le gouvernement du Canada pour la conception et la fabrication de respirateurs CAE Air1 qui fourniront un soutien vital aux patients en soins intensifs pendant la pandémie de COVID-19.
- Le 19 mai 2020, nous avons conclu une entente visant à porter de 300,0 millions \$ US à 400,0 millions \$ US la limite de notre programme d'achat de créances.
- Au premier trimestre de l'exercice 2021, nous avons comptabilisé des coûts hors exploitation de 108,2 millions \$, essentiellement au titre de pertes de valeur d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et de certains actifs financiers du fait de l'incidence défavorable persistante de la pandémie de COVID-19.
- Le 12 août 2020, nous avons annoncé que nous adopterions des mesures supplémentaires afin de mieux desservir le marché en optimisant nos actifs et notre présence à l'échelle mondiale, en adaptant notre effectif mondial et en ajustant nos activités en fonction de la baisse attendue de la demande pour certains produits et services. Nous avons annoncé que nous prévoyions comptabiliser des coûts de restructuration de quelque 170 millions \$, lesquels ont été engagés tout au long de l'exercice 2021 et se poursuivront à l'exercice 2022, et réaliser des économies de coûts annuelles récurrentes de l'ordre de 65 à 70 millions \$ d'ici la fin de l'exercice 2022. Nous avons mis en branle le programme de restructuration au deuxième trimestre de l'exercice 2021 et avons engagé des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 124,0 millions \$ au 31 mars 2021.
- Le 30 novembre 2020, nous avons clôturé un placement d'actions public et un placement privé simultané de

16 594 126 actions ordinaires au prix de 29,85 \$ par action, pour un produit brut total de 495,3 millions \$. Le produit tiré du placement d'actions servira aux fins générales de l'entreprise, notamment au financement des acquisitions récemment réalisées dont il est question plus haut et d'autres acquisitions potentielles et occasions de croissance.

- Le 4 mars 2021, nous avons clôturé un placement privé de 22 400 000 reçus de souscription au prix de 31,25 \$ chacun, pour un produit brut global de 700,0 millions \$. Au 31 mars 2021, le produit en trésorerie tiré de l'émission des reçus de souscription aux termes du placement privé était détenu dans un compte soumis à restrictions auprès d'un dépositaire légal dans l'attente de la réalisation de toutes les conditions en suspens ou de leur renonciation avant la clôture de l'acquisition de L3H MT.
- Le 12 mars 2021, nous avons clôturé un placement d'actions public négocié de 10 454 545 actions ordinaires au prix de 34,29 \$ [27,50 \$ US] par action pour un produit brut de 358,5 millions \$. Le produit du placement d'actions sera affecté au financement d'une partie du prix d'achat et des coûts connexes liés à l'acquisition de L3H MT.
- Le 29 mars 2021, nous avons acquis une participation de 50 % dans Leonardo CAE Advanced Jet Training Srl moyennant une contrepartie en espèces de 18,7 millions \$. Cette coentreprise soutiendra les activités de l'International Flight Training School (IFTS) en Italie en offrant une formation complète sur avion de chasse de l'armée de l'air italienne et aux clients étrangers. La coentreprise fournira des services de soutien à la formation, dont des services de maintenance et de soutien complets pour l'aéronef M-346 et son système d'entraînement au sol, ainsi que l'exploitation des installations de l'IFTS.

Faits saillants de l'exercice 2020

Changements sur le plan de la direction

- Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2019, Rekha Ranganathan a été nommée présidente, CAE Santé, remplaçant Robert Amyot.
- Le 14 août 2019, Marianne Harrison a été nommée au conseil d'administration de CAE.
- Le 31 décembre 2019, Gene Colabatistto, président de groupe, Défense et sécurité a pris sa retraite de CAE.
- Avec prise d'effet le 27 janvier 2020, Todd Probert a été nommé président de groupe, Défense et sécurité.

Regroupements d'entreprises

- Le 26 avril 2019, nous avons acquis la participation résiduelle de 55 % dans Pelesys Learning Systems Inc. (**Pelesys**) moyennant une contrepartie en espèces (déduction faite de la trésorerie acquise) de 4,0 millions \$ et une tranche payable à long terme de 5,7 millions \$. Pelesys est un chef de file mondial en matière de solutions de formation et de didacticiels pour l'aviation.
- Le 26 juin 2019, nous avons acquis les actions de Luftfartsskolen AS, une école de formation initiale au vol située à Oslo, en Norvège, moyennant une contrepartie en espèces (déduction faite de la trésorerie acquise) de 3,5 millions \$. Cette acquisition étend nos capacités de formation des élèves-pilotes en Europe.

Autres

- En février 2020, nous avons annoncé le renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, à des fins d'annulation, d'au plus 5 321 474 de nos actions ordinaires émises et en circulation pendant une période de un an se terminant le 24 février 2021.
- Le 4 novembre 2019, nous avons conclu une entente exclusive de services de formation pour l'aviation d'affaires, d'une durée de 15 ans avec des entreprises affiliées de Directional Aviation Capital et l'acquisition d'une participation de 50 % dans SIMCOM Holdings, Inc., qui exploite une large gamme de simulateurs et de dispositifs de formation pour avions à réaction, à turbopropulseurs et à pistons.

- En décembre 2019, nous avons émis des billets de premier rang non garantis de 100,0 millions \$ US venant à échéance en décembre 2034 et remboursé des billets de premier rang non garantis de 95,0 millions \$, lesquels sont venus à échéance au cours de ce même mois.

4. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

4.1 Notre stratégie

Les huit piliers de force de CAE

Nous sommes d'avis que huit forces fondamentales sous-tendent notre stratégie et notre stratégie d'investissement :

- Haut niveau d'activités récurrentes;
- Chef de file de l'industrie bénéficiant d'un fossé concurrentiel solide;
- Espace pour croître dans les grands marchés;
- Leader d'opinion sur le plan technologique et de l'industrie;
- Possibilité de croissance composée et de rendements plus importants à long terme;
- Culture d'innovation, pouvoir d'agir, excellence et intégrité;
- Excellente équipe diversifiée ayant un impact social unique sur la sécurité;
- Solide situation financière et modèle d'affaires qui génère d'importantes liquidités.

De plus amples renseignements concernant la stratégie de CAE se trouvent dans le rapport de gestion de 2022 de CAE sous la section 3.4 intitulée « Notre stratégie » qui est intégrée par renvoi aux présentes.

4.2 Nos activités

Nous fournissons des solutions numériques et immersives de formation et de soutien opérationnel à trois marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique, les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO), et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine et de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales, des organismes de santé publique et des fabricants OEM.

Incidence de la pandémie de COVID-19

Deux ans après l'éclosion du nouveau coronavirus (SARS-CoV-2/COVID-19), la pandémie de COVID-19 continue de se répercuter sur notre entreprise et nos résultats financiers du fait de l'incertitude qu'elle a causée dans l'économie mondiale et de son incidence sur le contexte mondial du transport aérien, sur le transport aérien de passagers et sur les activités de CAE. De

plus amples renseignements concernant l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les activités de CAE au cours de l'exercice 2022 se trouvent à la rubrique « INCIDENCE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 » sous la section 3.5 du rapport de gestion de 2022 de CAE, qui est intégrée par renvoi aux présentes.

Invasion de l'Ukraine par la Russie

En raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, CAE a annoncé qu'elle suspendait tous ses services et ses activités de formation aux compagnies aériennes, aux exploitants d'aéronefs et aux distributeurs de soins de santé russes. De plus amples renseignements concernant l'incidence de l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur les activités de CAE au cours de l'exercice 2022 se trouvent à la rubrique intitulée « INVASION DE L'UKRAINE PAR LA RUSSIE » sous la section 3.5 du rapport de gestion de 2022 de CAE, qui est intégrée par renvoi aux présentes.

Marché de l'aviation civile

Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage, ainsi que des logiciels de gestion, de solutions d'activités de formation et d'optimisation des équipages de bout en bout.

De plus amples renseignements concernant le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile de CAE, y compris les facteurs déterminants du marché et les facteurs de rentabilité se trouvent sous la section intitulée « MARCHÉ DE L'AVIATION CIVILE » sous la section 3.5 du rapport de gestion de 2022 de CAE, qui est intégrée par renvoi aux présentes.

Marché de la défense et de la sécurité

Nous sommes une entreprise mondiale de formation et de simulation, peu importe la plateforme, assurant la préparation aux missions en intégrant des systèmes et solutions dans les cinq domaines pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique.

De plus amples renseignements concernant le secteur Défense et sécurité de CAE y compris les facteurs déterminants du marché et les facteurs de rentabilité se trouvent sous la section intitulée « MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ » sous la section 3.5 du rapport de gestion de 2022 de CAE, qui est intégrée par renvoi aux présentes.

Marché des soins de santé

Nous fournissons aux étudiants du domaine de la santé et aux professionnels cliniques des solutions intégrées d'enseignement et de formation, incluant la simulation d'intervention et d'échographie, des programmes de formation, des solutions de débriefing audiovisuelles, des plateformes de gestion des centres, ainsi que des simulateurs de patients.

De plus amples renseignements concernant le secteur Santé de CAE, y compris les facteurs déterminants du marché se trouvent sous la section intitulée « MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ » sous la section 3.5 du rapport de gestion de 2022 de CAE, qui est intégrée par renvoi aux présentes.

4.3 Vue d'ensemble et tendances de l'industrie

Les marchés de l'aviation civile, de défense et sécurité et des soins de santé que CAE dessert sont influencés par des facteurs qui leur sont propres. Puisque tous les marchés de l'aviation civile, de défense et sécurité et des soins de santé ont subi les incidences de la pandémie, nous estimons que certaines tendances émergeront avec une plus grande force après la pandémie de COVID-19, comme l'apprentissage en ligne, le travail à distance, l'impératif que représente la sécurité et la transformation numérique et la virtualisation du monde physique. Les capacités fondamentales de CAE s'harmonisent très bien avec ces besoins futurs et nous utiliserons la période actuelle pour raffermir davantage notre expertise technologique.

CAE estime que le marché de l'aviation civile est très sensible au produit intérieur brut mondial, qui, à son tour, a une incidence sur les voyages aériens mesurés en fonction des passagers-kilomètres payants (**PKP**). La croissance des PKP doit être compensée par la livraison d'aéronefs, qui s'ajoutent à la flotte existante en tenant compte de son usure. À mesure que le marché de l'aviation civile continuera de se remettre des répercussions de la COVID-19, l'incidence financière de la diminution du taux d'utilisation de la formation, du ralentissement de la production, de la réduction des commandes et des livraisons, et des autres perturbations devrait demeurer défavorable aux activités et à la situation financière de l'exercice qui s'amorce par rapport aux niveaux d'avant la pandémie. Cependant, avec l'augmentation du trafic commercial et d'affaires, l'exercice qui s'amorce devrait montrer des améliorations par rapport à l'exercice 2022. Notre reprise demeure toutefois fortement tributaire du moment et du rythme auxquels les interdictions de voyage et les quarantaines pourront éventuellement être levées en toute sécurité et auxquels les activités normales reprendront. D'autres facteurs influent sur le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, notamment la nature, la taille et la composition des flottes d'aéronefs, les calendriers de livraison d'aéronefs, l'évolution des effectifs de pilotes, les exigences en matière d'attestation, la demande du marché pour le trafic aérien commercial et d'affaires et le transport par hélicoptère; ces deux derniers facteurs étant eux-mêmes modulés par les bénéfices dégagés par les sociétés dans les secteurs du pétrole et du gaz. La section 3.5 du rapport de gestion de 2022 de CAE offre plus de renseignements sur les tendances et la perspective du marché de l'aviation civile.

CAE estime que le marché de la défense et sécurité est particulièrement sensible à l'effet conjugué des dépenses de défense et de la nature des activités militaires. La demande pour les produits et services de défense de CAE dépend aussi de la mesure dans laquelle les gouvernements à l'échelle mondiale préfèrent confier des fonctions au secteur privé. Par suite de la pandémie de COVID-19, il y a eu des retards dans l'octroi de nouveaux contrats, car les organismes gouvernementaux chargés de l'approvisionnement fonctionnent à un rythme réduit et les autorités gouvernementales suivent les directives de leur pays respectif en matière de confinement et de restrictions en matière de voyage. Ces retards continuent à avoir une incidence sur les prises de commandes² et, bien que nous ayons obtenu plusieurs contrats stratégiques au cours de l'exercice considéré, nous prévoyons que les processus d'approvisionnement du secteur de la défense, déjà très longs, entraîneront des retards continus dans l'octroi de contrats additionnels jusqu'à ce que les interdictions de voyager, les restrictions d'accès et les mesures de quarantaine puissent être levées en toute sécurité et que les activités normales de mobilisation des clients reprennent, ce qui influera sur le rythme auquel les commandes pourront être converties en produits des activités ordinaires pour l'exercice qui s'amorce. En outre, notre secteur Défense est influencé par le degré d'acceptation par le marché des solutions de formation synthétique et de répétition de missions, en sus ou en remplacement de l'entraînement réel incluant, par exemple, des vols réels. La section 3.5 du rapport de gestion de 2022 de CAE offre plus de renseignements sur les tendances et la perspective du marché de la défense.

CAE estime que le marché des soins de santé est influencé par l'intérêt accru que suscitent les systèmes de soins de santé et par le fait que les hôpitaux sont de plus en plus rémunérés sur la base de la sécurité des patients, des erreurs médicales et des résultats. Nous croyons que l'évolution de cette situation en Amérique du Nord et l'accent mis sur la qualité dans les marchés internationaux laissent présager un avenir prometteur pour les besoins en solutions de formation. Nous constatons également que le cadre réglementaire s'oriente de plus en plus vers une meilleure acceptation des systèmes de formation fondés sur la simulation versus le système actuel d'apprentissage en milieu de travail sous la supervision de cliniciens expérimentés. De même, CAE estime que l'introduction de technologies médicales de rupture aura une incidence sur la vitesse à laquelle les solutions de formation fondées sur la simulation seront adoptées. Les nouveaux dispositifs médicaux et les procédures de pointe, comme les valves cardiaques percutanées, les stimulateurs cardiaques, les interventions rachidiennes complexes, les dispositifs d'assistance cardiaque et l'amélioration des techniques de ventilation mécanique, nécessitent des solutions de formation évoluées, comme la

² Les prises de commandes sont une mesure non conforme aux PCGR qui nous indique la valeur attendue des commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération de produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont habituellement exécutés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client a autorisé le contrat et qu'il a reçu un financement pour celui-ci;
- Pour le secteur Santé, les nouvelles commandes sont habituellement converties en produits dans un délai d'un an, de sorte que nous présumons que les prises de commandes sont égales aux produits.

simulation, pour l'élaboration de produits à l'interne et la formation des clients. La section 3.5 du rapport de gestion de 2022 de CAE offre plus de renseignements sur les tendances et la perspective du marché des soins de santé.

4.4 Innovation et Recherche et développement (R-D)

Vue d'ensemble

CAE s'appuie sur 75 ans d'innovations dans la conception de simulateurs de vol et de missions de la plus haute-fidélité possible, des mannequins de chirurgie et des programmes de formation personnalisés, alimentés par l'intelligence artificielle. Nous investissons temps et ressources dans la création de la prochaine génération de solutions immersives et numériques de formation et d'opérations critiques de pointe.

En tant qu'entreprise de haute technologie, nous tirons parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique aux marchés de l'aviation civile, de la défense et sécurité et des soins de santé à l'échelle mondiale. Notre gamme complète de solutions nous aide à fournir des produits, des solutions et des services plus immersifs et efficaces et permettent aux pilotes, aux compagnies aériennes, aux forces de défense et de sécurité et aux professionnels de la santé de donner le meilleur d'eux-mêmes chaque jour et lorsque les enjeux sont les plus élevés.

Les huit piliers de la stratégie de croissance de CAE reposent sur deux éléments fondamentaux : le leadership technologique et la profonde culture d'innovation.

Tendances technologiques sectorielles

Les tendances fondamentales du secteur aéronautique sortant de la pandémie de COVID-19, soit la transformation numérique des activités, la décarbonation de l'industrie, ainsi que l'évolution des plateformes de mobilité futures, sont demeurées les priorités du secteur. De nouveaux venus dans les secteurs de la logistique et du transport développent des plateformes destinées à la mobilité aérienne urbaine et lancent l'utilisation de drones pour des applications commerciales, une tendance qui contribue à l'accélération des cycles de développement et qui est soutenue par des investissements importants dans ce secteur prometteur. La propulsion électrique, les aéronefs alimentés à l'hydrogène et les carburants durables se retrouvent aussi sur les planches à dessin de plusieurs démonstrateurs technologiques et dans les plans stratégiques du secteur aéronautique portant sur la décarbonation des vols.

Les menaces provenant d'adversaires de force comparable ont mis en évidence l'importance des tendances technologiques de la défense, comme le besoin de grands ensembles de données opérationnelles et de formation traités, intégrés et disponibles en temps réel. Des vues opérationnelles communes aux cinq domaines (aérien, maritime, terrestre, spatial et cyber) sont en cours d'intégration dans des systèmes de formation interopérables à grande échelle. Des jumeaux numériques dans un monde synthétique immersif sont assemblés afin d'établir des ponts entre les activités, l'information, la formation et la planification en temps réel. Les questions de pénurie de pilotes et de cycles de formation des pilotes demeurent une priorité dans le contexte des défis que posent les plateformes complexes des avions de chasse de cinquième génération.

La pandémie de COVID-19 continue d'avoir une incidence sur les tendances technologiques en matière de prestation de soins de santé à l'échelle mondiale. Les services de télésanté sont maintenant chose courante dans le secteur des soins de santé, une tendance qui découle des exigences d'isolement en cas de pandémie. Nous constatons également une utilisation accrue des technologies de mégadonnées pour aider à atténuer les pénuries de main-d'œuvre dans le secteur des soins de santé, tout en améliorant la compétence des effectifs et en les aidant à se requalifier.

Programmes d'innovation et de R-D

Depuis longtemps, CAE mène des programmes de R-D de grande envergure dans les domaines de la modélisation et de la simulation des produits et services de formation dans les secteurs de l'aéronautique et de la santé. CAE se classe constamment parmi les 20 premières sociétés canadiennes en ce qui a trait aux investissements en R-D. Nous continuons de concentrer d'importantes ressources dans des domaines tels que l'analyse des données, l'intelligence artificielle et d'autres domaines qui sont tous axés sur l'immersion numérique qui aidera nos clients à atteindre leur meilleur rendement.

CAE continue d'investir dans l'innovation à la suite de son annonce à l'exercice 2019 qu'elle investirait 1 milliard \$ pendant cinq ans pour demeurer à l'avant-garde du secteur mondial de la formation. CAE améliore constamment ses produits et services en tirant parti des technologies numériques, allant des mégadonnées à l'intelligence artificielle, en passant par l'infonuagique, la cybersécurité et la réalité augmentée/virtuelle. CAE développe ses technologies de formation de prochaine génération pour l'aviation, la défense et sécurité, et la santé, tout en recourant à son réseau étendu de formation et à son vaste écosystème de données. CAE maintient de solides partenariats avec l'écosystème de l'innovation, dont les fabricants OEM, les petites et moyennes entreprises et les partenaires de collaboration, comme les universités, les collèges et les centres de recherche qui continuent à contribuer au succès de CAE.

CAE continue de travailler sur un programme axé sur l'innovation lancé en 2020 afin d'accélérer le développement de produits et de technologies de simulation de pointe dans notre secteur Santé. Nous développons de nouveaux simulateurs de patients et de nouveaux modules destinés aux simulateurs d'intervention, et nous élargissons l'étendue des pathologies et des conditions médicales que nos produits prennent en charge afin de répondre aux besoins de nos clients. Nous intégrons également de nouvelles technologies dans nos plateformes existantes pour assurer que les professionnels de la santé aient accès à une formation fondée sur la simulation de renommée mondiale.

En mars 2021, CAE a également lancé son projet collaboratif en R-D pour le développement de l'« aéronef pour la mobilité numérique et durable de demain ». Dans le cadre de cette initiative, CAE et ses partenaires accéléreront le développement technologique, la transformation numérique et la connaissance destinés à l'avancement des futures technologies d'aéronef, comme l'aéronef électrique et la propulsion hybride, ainsi que l'avancement du développement des infrastructures et services connexes.

En juillet 2021, CAE a lancé un important programme d'investissement quinquennal en R-D qui renforcera sa position de chef de file mondial en matière de technologies, créera des emplois et des collaborations de grande valeur et contribuera à un monde plus vert, plus sécuritaire et plus inclusif. Nous consacrons 1 milliard \$ à un projet de transformation pour développer les technologies de l'avenir, y compris les solutions numériques immersives utilisant les écosystèmes de données et l'intelligence artificielle dans l'aviation civile, la défense et sécurité et la santé. Dans le cadre de ce projet, CAE développe une technologie dédiée de bout en bout, un soutien opérationnel et des solutions de formation conçus pour la mobilité aérienne avancée (MAA), ainsi que des technologies vertes pour les aéronefs légers. Nous travaillons également en partenariat avec les gouvernements du Canada et du Québec pour ouvrir leurs marchés respectifs à CAE. CAE collaborera et codéveloppera des solutions technologiques avec des petites et moyennes entreprises et travaillera avec des établissements postsecondaires, des centres de recherche et des établissements STIM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques) afin de créer des occasions d'apprentissage intégrées au travail pour les étudiants ainsi que des postes de boursier.

Points forts de l'innovation à l'échelle des secteurs d'activité de CAE

L'intelligence artificielle et les mégadonnées, aux fins des services de formation fournis par CAE et découlant de ceux-ci, demeurent des sujets de transformation stratégique hautement prioritaires du plan technologique de R-D de CAE. Le développement d'algorithmes d'intelligence artificielle à partir de données générées durant le long parcours de formation des pilotes est au cœur de la formation aéronautique future marquée par un changement de paradigme vers les observations et les éléments probants axés sur les données. La gamme de produits logiciels CAE Rise^{MC} a été élargie par l'ajout de nouveaux algorithmes d'intelligence artificielle offrant des connaissances approfondies en matière d'évaluation des formations aux instructeurs de vol et aux gestionnaires de formation. CAE façonne l'avenir de la formation au moyen d'innovations apportées par les produits CAE Rise^{MC} qui améliorent la qualité, l'objectivité et l'efficacité de la formation en intégrant des connaissances inexploitées, axées sur les données au parcours de formation des professionnels de l'aviation.

La transformation numérique de CAE, qui a débuté au cours de l'exercice 2019, s'est poursuivie à un rythme accéléré à l'aide d'une orientation stratégique claire d'atteindre ses principaux objectifs en matière de transformation numérique dans l'ensemble des activités de CAE. CAE Airside^{MC}, une nouvelle plateforme numérique et communauté en ligne pour les pilotes qui a été développée et introduite pendant la pandémie de COVID-19, continue de croître et d'atteindre ses objectifs de conception, soit de fournir des outils de carrière et de formation pour soutenir les pilotes tout au long de leur carrière professionnelle.

La forte demande découlant du marché émergent de l'aéronef eVTOL (aéronef électrique à décollage et atterrissage verticaux) pour les technologies de simulation a donné lieu à de nouveaux produits et services développés dans le cadre du plan de R-D de

CAE. Les produits et services de l'environnement CAE *Augmented Engineering Environment* utilisés dans le cadre des programmes de développement de prototypes d'aéronefs, comme le A220, permettent de décrocher de nouvelles offres de service à l'aéronef eVTOL issues de fabricants OEM. Les solutions technologiques de CAE, jumelées à cet impressionnant savoir-faire en ingénierie aéronautique, permettent aux fabricants OEM d'eVTOL d'accélérer le cycle de vie du développement, de réduire au minimum leurs risques et de tirer parti des meilleures solutions de formation des pilotes disponibles sur le marché.

Les technologies destinées au monde immersif synthétique de CAE continuent de faire partie intégrante de notre position de chef de file dans le marché mondial de la défense et de la sécurité. Parallèlement aux éléments fondamentaux susmentionnés, CAE transforme ses solutions destinées au monde immersif synthétique en s'appuyant sur les solutions logicielles infonuagiques à la fine pointe de l'industrie du jeu vidéo. Les technologies destinées aux infrastructures infonuagiques et les solutions logicielles des moteurs de jeu traditionnels ont repoussé les limites de l'échelle et de la taille des mondes immersifs synthétiques à un niveau inégalé. Ce virage technologique augmente considérablement le niveau et la facilité de l'interopérabilité entre les établissements de formation et les dispositifs en service.

CAE a poursuivi le développement de la nouvelle solution d'affichage visuel 3D MR e-series en tête de l'industrie. La MR e-series est un système visuel complet clé en main conçu expressément pour l'entraînement militaire sur avion de chasse et jet rapide. Il comprend un système d'écran dôme à 360 degrés à rétroprojection, des projecteurs laser et des générateurs d'image CAE Medallion de toute dernière génération, offrant des capacités de rendu tridimensionnel.

Au cours de l'exercice 2022, CAE a poursuivi le développement de la solution CAE TRAX Academy, qui consiste en un programme de formation intégrée et avancée conçu pour offrir un rendement plus rapide et plus efficace en matière d'entraînement des élèves-pilotes militaires. Cette solution tire parti du simulateur CAE Sprint Virtual Reality (VR) alimenté par des technologies de réalité mixte d'avant-garde. Ce système de formation est conçu afin de permettre l'apprentissage au rythme de chacun dans un environnement virtuel, immersif et haute-fidélité. Les éléments fondamentaux de ce système d'entraînement profitent également au marché émergent de la formation eVTOL, produisant des synergies et des efficacités dans le cadre des activités de développement et d'ingénierie.

Innovation dans l'ensemble des activités de CAE

CAE a poursuivi ses travaux dans le cadre de projets majeurs de transformation au cours de l'exercice 2022, lesquels visent à renforcer sa position en tant qu'entreprise de haute technologie et à mettre en place des processus afin qu'elle émerge de la pandémie de la COVID-19 plus forte qu'avant, alors que nous nous préparons pour l'avenir. Nous poursuivons plusieurs projets dans le cadre d'une initiative-cadre transversale dont les objectifs sont d'améliorer notre modèle d'exploitation, d'optimiser nos services immobiliers, de faire en sorte que nos processus prennent le virage numérique, afin de générer des économies d'échelle importantes et récurrentes pour CAE. CAE a mis en place des technologies de pointe au sein de nos processus et de nos activités qui incluent la transformation numérique et l'optimisation de nos activités de fabrication et d'approvisionnement, et de l'infrastructure TI connexe. CAE et ses partenaires de projet travaillent en collaboration en vue de développer des capacités pour réduire la durée du cycle de production, réduire au minimum les stocks et améliorer le délai de commercialisation des produits.

4.5 Fabrication et services

CAE fournit une gamme complète de solutions comportant des produits et services pour outiller les gens ayant un rôle critique en leur offrant des connaissances et des solutions permettant de rendre plus sécuritaire le monde dans lequel nous vivons. En tant qu'entreprise de haute technologie, CAE tire parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique.

Fabrication

Les installations de fabrication et d'assemblage de CAE sont situées à Montréal (Canada), à Arlington (États-Unis), à Tampa (États-Unis), à Tucson (États-Unis), à Sarasota (États-Unis) et à Stolberg (Allemagne).

La majeure partie des activités de fabrication et d'intégration pour les secteurs Aviation civile et Défense et sécurité est menée aux installations de CAE à Montréal et certains travaux connexes d'intégration et de mise à niveau sont également réalisés aux installations de Tampa, d'Arlington, de Tucson et de Stolberg. Les installations d'Arlington, de Tampa et de Tucson effectuent

l'intégration des systèmes militaires et des essais de l'équipement de simulation destiné aux contrats liés aux forces armées américaines. Après l'acquisition de L3H MT, les équipes opérationnelles se sont concentrées sur l'intégration des établissements d'Arlington et de Tucson en réalisant les synergies engagées. Des équipes de projet spéciales ont été mises en place pour repérer les occasions de synergie, partager les pratiques exemplaires et revoir les capacités de fabrication.

Les principales activités de fabrication et d'intégration pour les produits du secteur Santé sont menées dans les installations de CAE à Sarasota.

Les investissements notamment dans de l'équipement d'automatisation de la fabrication, dans des outils logistiques en soutien à la chaîne d'approvisionnement et en intelligence artificielle continuent d'améliorer l'efficacité et l'agilité de CAE au chapitre de la fabrication et d'augmenter la précision des décisions visant la chaîne d'approvisionnement.

Services

Les centres de formation et de services de CAE se trouvent à différents endroits dans le monde. Bien que son siège social se trouve à Montréal (Canada), CAE compte plus de 200 emplacements et installations de formation dans plus de 35 pays.

Ces installations incluent des organismes de formation à la qualification de type offrant la formation de pilotes, de techniciens de maintenance et de personnel de cabine aux exploitants d'avions d'affaires et commerciaux, des centres de formation initiale fournissant de la formation à la licence de pilote professionnel à de futurs pilotes, des centres de formation pour le secteur de la défense offrant une formation en classe, sur simulateur et en vol dans le but de former des membres d'équipage d'aéronefs militaires compétents et de nombreux établissements à partir desquels CAE offre des services de soutien technique aux centres de formation aéronautique.

CAE propose un éventail de services de soutien technique aux exploitants de simulateurs des secteurs Aviation civile et Défense et sécurité, notamment des pièces de rechange et de réparation ainsi que des services d'installation, de déménagement, de mise à niveau et de formation technique. Des clients ont recours aux services techniques de CAE pour trouver des réponses à leurs questions, pour être dépannés ou pour obtenir des conseils. Les services s'étendent aux visites d'ingénieurs de CAE chez les clients, afin d'aider ces derniers à assurer leurs activités de maintenance et de réparation. Les services de mise à niveau des secteurs Défense et sécurité et Aviation civile ne sont pas limités aux produits de CAE, puisque CAE est en mesure de mettre à niveau la plupart des simulateurs d'autres fabricants. Les services de CAE sont offerts avec la vente de simulateurs ou par l'intermédiaire de contrats de maintenance ou de commandes individuelles. CAE estime que ses activités de service créent des occasions d'influer sur la mise à niveau de simulateurs de vol installés, tout en fournissant de précieuses indications sur les besoins de formation des clients.

Les acquisitions de Merlot, de RB Group et d'AirCentre réalisées au cours des exercices 2021 et 2022 permettent maintenant à CAE d'offrir également de robustes opérations aériennes de bout en bout et des solutions logicielles d'optimisation, aidant les compagnies aériennes et les exploitants d'aviation d'affaires à prendre des décisions optimales fondées sur des données pour l'ensemble de leurs opérations aériennes.

Le secteur Défense et sécurité de CAE fournit une gamme de services de soutien à la formation, comme le soutien logistique fourni par le sous-traitant, des services de maintenance et des services d'instruction en classe et d'entraînement sur simulateur dans plus de 145 établissements dans le monde.

CAE offre aussi des services d'analyse et d'ingénierie basés sur la modélisation et la simulation, ainsi que d'autres technologies avancées, afin de développer des solutions innovatrices pour relever les défis les plus complexes des clients. Elle propose aux clients une série de services et de spécialisations dans des domaines tels que l'intégration des facteurs humains et des systèmes humains, la planification fondée sur les capacités, les environnements synthétiques évolués, la cybersécurité, l'ingénierie des systèmes et des logiciels pour les systèmes de commandement, contrôle, communication informatique, renseignement, surveillance, reconnaissance et informatiques ainsi que les systèmes de guerre électronique, les systèmes et services de formation, les environnements intégrés d'information et le soutien en service pour la maintenance et l'exploitation de la flotte.

4.6 Compétences et connaissances spécialisées

CAE emploie surtout des diplômés en génie et en développement de logiciels, ainsi que des pilotes, des instructeurs et d'autres spécialistes de la formation au pilotage. À titre de chef de file de l'industrie, CAE est en mesure de former son personnel aux technologies et aux logiciels nécessaires à l'utilisation de l'équipement et des logiciels de simulation. Les instructeurs chargés de la formation au vol sont généralement d'anciens pilotes de ligne ou des forces armées. Reconnaissant l'importance capitale du talent technique pour la capacité d'innovation de CAE, CAE a déployé un cheminement de carrière en ingénierie qui vise à développer le talent au sein de la communauté technique de CAE.

Les instructeurs de vol constituent le deuxième groupe d'employés en importance de CAE après les ingénieurs et représentent la Société auprès des clients. Ils constituent également l'élément clé pour faire en sorte que nous maintenions notre position en tant que modèle d'excellence en formation dans le secteur. Nous avons mis en œuvre un certain nombre d'initiatives visant à améliorer les compétences de nos instructeurs dans le cadre de notre nouvelle structure de formation. Être le chef de file mondial en stratégie de formation améliore notre proposition de valeur en formation pour l'aviation et encourage les instructeurs à réaliser notre vision. Notre stratégie a été élaborée pour favoriser le recrutement, le perfectionnement et le maintien en poste des meilleurs instructeurs et elle comprend la détermination des qualités propres aux instructeurs de premier plan et l'établissement de la norme sectorielle en matière de gestion du rendement des instructeurs afin d'améliorer notre avantage concurrentiel. Cette initiative servira à rehausser le profil de nos instructeurs tant à l'interne qu'à l'externe. Elle nous aidera également à établir l'infrastructure appropriée en matière de ressources humaines en fonction des instructeurs et à leur offrir les outils dont ils ont besoin pour exceller.

Afin d'optimiser son leadership en formation, CAE investit dans certains secteurs clés :

- L'amélioration du rendement des instructeurs, ce qui permet à CAE de renforcer l'infrastructure de soutien aux instructeurs, y compris les nouvelles fonctions, nouveaux procédés et nouveaux outils de soutien technique;
- L'amélioration de l'offre en formation au moyen de l'investissement dans le développement de didacticiels et d'outils de soutien aux services de formation;
- L'innovation en matière de services de formation : CAE continue d'investir dans la R-D afin de renouveler l'offre de services de formation et met à profit son organisation d'ingénierie et ses capacités en ingénierie pour soutenir les solutions de formation stratégiques;
- Le perfectionnement et les cours d'appoint à l'intention de sa main-d'œuvre, particulièrement nécessaires lorsque des technologies émergentes et à l'origine de bouleversements sont adoptées et mises en œuvre dans les processus, les produits et les services de CAE; et
- La création d'occasions d'apprentissage pertinentes et significatives intégrées au travail en soutien aux futures générations, aux futurs talents et à la future main-d'œuvre de CAE.

4.7 Concurrence

Les marchés internationaux où nous vendons nos produits de simulation et proposons nos services de formation et nos solutions logicielles sont hautement compétitifs, et nous estimons que cette concurrence s'intensifiera à l'avenir. La section 9.3 du rapport de gestion de 2022 de CAE présente de plus amples renseignements au sujet de la concurrence à titre de facteur de risque pour CAE.

4.8 Composantes

CAE traite avec une variété de fournisseurs de biens et de services dans ses divers secteurs d'activité. Nous obtenons des données, des pièces, de l'équipement et bien d'autres intrants auprès d'un grand nombre de fabricants OEM, de sous-traitants et d'autres sources. Nous ne sommes pas toujours en mesure de trouver au moins deux fournisseurs pour les intrants dont nous avons besoin et, dans le cas des simulateurs pour des appareils particuliers et d'autres dispositifs de formation, des intrants

importants ne proviennent que d'un seul fournisseur. Nous sommes donc vulnérables aux retards dans le calendrier de livraison, à la situation financière des fournisseurs uniques et à leur volonté de faire affaire avec nous. La pandémie de COVID-19 et l'aggravation des fractures géopolitiques ont intensifié les déséquilibres de la chaîne d'approvisionnement mondiale. En outre, les comportements conservateurs et protectionnistes des entreprises et des gouvernements, tels que l'augmentation de la demande et la thésaurisation, de même que la concurrence accrue pour les composants et produits électroniques critiques ainsi que pour les marchandises et les produits reposant sur des marchandises se sont également intensifiés. Dans ce contexte, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement peuvent entraver notre capacité à exécuter les projets en temps voulu, à répondre aux besoins du marché secondaire et à mener à bien les projets, ou faire en sorte que nous nous retrouvions avec des matériaux ou des produits invendus, autant de facteurs qui pourraient entraîner des pénalités ou se répercuter sur la rentabilité des contrats et avoir un effet négatif important sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale des produits électroniques, des puces informatiques et des composants spécialisés ont été gérées de façon stratégique avec une diligence ciblée. Ce processus de gouvernance continue, assorti de nouveaux paramètres logistiques sur le regroupement des stocks et des produits, a permis à CAE d'assurer une livraison rapide pendant les perturbations à l'échelle mondiale et d'établir des calendriers de livraison futurs.

Des stratégies d'approvisionnement spéciales visant à protéger la chaîne d'approvisionnement contre les perturbations causées par la pandémie de COVID-19 ont été mises en œuvre (stocks protégés, approvisionnement en 2d de rechange, audit des fournisseurs portant sur les plans d'atténuation de la COVID-19).

Pour obtenir de plus amples renseignements concernant les perturbations des chaînes d'approvisionnement, le rapport de force et l'empiétement des fabricants OEM, ainsi que la propriété intellectuelle de tiers en tant que facteurs de risque pour CAE, se reporter à la section 9.1 du rapport de gestion de 2022 de CAE.

4.9 Propriété intellectuelle

CAE compte en partie sur ses secrets commerciaux, sur ses droits d'auteur et sur des restrictions contractuelles, comme des ententes de confidentialité, des brevets et des licences, pour établir et protéger ses droits de propriété. CAE possède un éventail complet de brevets et continue de déposer de nouvelles demandes de brevets. Le nombre de brevets est passé de 192 brevets actifs et 156 demandes en attente à 255 brevets actifs et 124 demandes en attente, ce qui confirme que l'innovation continue en matière de haute technologie est au cœur des activités de CAE.

CAE a signé des contrats incluant des clauses de non-divulgaration et de confidentialité avec des tiers et a prévu des dispositions similaires dans les contrats de travail de son personnel afin de protéger ses renseignements exclusifs et ses secrets commerciaux. CAE a également des politiques internes concernant l'éthique et la propriété intellectuelle qui encadrent le personnel confronté aux enjeux de propriété intellectuelle de CAE et de tiers.

CAE estime que certains éléments de propriété intellectuelle sont convenablement protégés par le secret commercial ou par une divulgation partielle, mais suffisante pour empêcher tout concurrent de prétendre être l'auteur d'une invention de CAE.

Compte tenu de l'ensemble de ses réussites dans le domaine de la simulation et de la formation pour l'aviation, CAE estime que sa marque et certains de ses produits et services de marque ont une valeur considérable sur les marchés que nous desservons. Nous sommes le partenaire de choix en formation pour améliorer la sécurité, l'efficacité et la préparation, et, à ce titre, notre marque est un atout de taille.

Pour plus de détails sur les risques liés aux technologies de l'information, à la cybersécurité et à la propriété intellectuelle, se reporter à la section 9.5 du rapport de gestion 2022 de CAE.

4.10 Cycles

Dans le secteur Défense et sécurité, le volume des commandes peut varier grandement d'un trimestre à l'autre, en raison du mode d'attribution irrégulier des commandes gouvernementales et des processus d'approvisionnement.

Les ventes d'équipement à des transporteurs aériens par le secteur Aviation civile sont assujetties aux cycles d'expansion et de contraction de l'ensemble de l'industrie du transport aérien commercial, ainsi qu'à la disponibilité du crédit et à la conjoncture économique. La demande pour les services de formation est également touchée, dans une moindre mesure, par les cycles plus longs de l'industrie du transport aérien commercial. Le secteur Aviation civile est également fortement touché par le caractère saisonnier des activités : durant la haute saison de voyage (vacances d'été, fêtes de fin d'année, etc.), les pilotes de l'aviation commerciale et de l'aviation d'affaires sont souvent trop occupés à piloter pour suivre des séances de formation.

Le secteur Santé subit l'irrégularité des commandes faites par les hôpitaux, les universités, les entités gouvernementales et les forces de défense.

Outre l'ensemble de ce qui précède, les risques commerciaux liés à nos activités et à notre stratégie d'entreprise, à nos marchés, à l'envergure internationale de nos activités et de nos secteurs et à la conjoncture macroéconomique, dont il est traité de façon détaillée à la section 9 du rapport de gestion de 2022 de CAE, ajoutent chacun leurs propres éléments d'incertitude liés aux cycles commerciaux de la Société.

4.11 Personnel

Pour soutenir ses stratégies de croissance, ses objectifs et ses activités normales, CAE doit maintenir une main-d'œuvre suffisante, qualifiée et engagée.

CAE emploie plus de 13 000 personnes, dont quelque 2 300 sont syndiquées et couvertes par 54 conventions collectives au 31 mars 2022. Ces différentes conventions collectives ont des dates d'échéance variées. La Société entretient des relations constructives avec ses syndicats et s'efforce d'établir des conditions mutuellement avantageuses tout en préservant la compétitivité de ses coûts.

CAE s'efforce de mettre en place des pratiques qui stimulent le développement et la mobilisation du personnel par le biais de communications avec les employés, de processus comme son processus d'évaluation annuelle des talents et du leadership, un accent sur la diversité, l'équité et l'inclusion et l'évaluation et les plans d'évaluation et de perfectionnement connexes pour les leaders actuels et futurs et un engagement global envers le bien-être physique et mental des membres du personnel. La Société investit dans ses employés au moyen de formations techniques, de formations au leadership ainsi que des projets et des cheminements de carrière axés sur l'expérience de travail globale et l'avancement professionnel de l'employé.

Notre situation financière, la réputation de notre marque mondiale et notre capacité à atteindre nos objectifs stratégiques peuvent être affectées négativement par une incapacité à gérer l'attrition, à conserver et à intégrer le personnel clé, à maintenir une main-d'œuvre de taille appropriée pour répondre aux besoins des contrats et à assurer la transition des employés des projets terminés vers de nouveaux projets ou entre les groupes d'affaires internes.

Pour obtenir plus de détails sur les risques liés aux talents et à la main-d'œuvre en tant que facteurs de risque pour CAE, se reporter à la section 9.6 du rapport de gestion 2022 de CAE.

4.12 ESG et responsabilité sociale de l'entreprise

À CAE, la responsabilité sociale d'entreprise (**RSE**) fait partie intégrante de qui nous sommes en tant qu'entreprise et de la façon dont nous faisons la différence dans le monde. La RSE est ancrée dans notre culture et oriente nos décisions et nos actions. Notre priorité est de garantir la sécurité et le bien-être de nos employés et de nos clients, de même que d'avoir une incidence positive sur les collectivités où nous sommes situés. Le conseil d'administration est chargé d'examiner et d'approuver le rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale d'entreprise, y compris la feuille de route sous-jacente en matière de développement durable, les objectifs et les données en matière de rendement.

La noble raison d'être de CAE, soit de rendre le monde plus sécuritaire, n'a jamais été aussi pertinente qu'au cours de la dernière année en raison des répercussions continues de la pandémie et de la guerre en Ukraine. Elle rend compte de la façon dont CAE exerce une influence dans le monde et elle guide ses décisions et ses actions. Améliorer la sécurité de l'aviation civile, soutenir la paix et la démocratie grâce à l'état de préparation des forces alliées et améliorer la sécurité des soins de santé sont tous ancrés dans les principes de la RSE.

Au cours de l'exercice 2022, bon nombre de nos projets ont eu une incidence sociale importante. Au nombre de ces projets figurent les suivants :

- Cette année marque la fin de notre première feuille de route quinquennale en matière de responsabilité sociale d'entreprise. Depuis 2018, nous avons réalisé des progrès considérables à l'égard de nos piliers RSE : employés et sécurité, éthique et intégrité, innovation et expérience client, et collectivités et environnement. Nous avons progressé par rapport à nos cibles. Au cours de l'exercice 2022, nous avons mené un exercice portant sur l'importance relative des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) avec plus de 3 600 parties prenantes internes et externes. Elles ont accordé la priorité à 17 sujets ESG d'importance pour la stratégie de CAE. Le sondage comprenait également quatre questions fondées sur une échelle de type Likert sur la mission, les produits et services, la réponse post-COVID et l'impact social de CAE. À la une de cette nouvelle matrice de matérialité, nous reverrons nos piliers RSE et élaborerons une feuille de route stratégique pluriannuelle en matière d'ESG et des cibles précises pour mesurer et présenter les progrès par rapport à nos initiatives.
- Afin d'accélérer encore davantage la mise en œuvre de notre feuille de route stratégique en matière d'ESG et en reconnaissance de l'importance croissante des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance dans la conjoncture du marché, nous avons nommé cette année une cheffe de la direction du développement durable. Elle dirigera la stratégie et le programme ESG de CAE, le développement durable, l'environnement et l'impact social, y compris la diversité, l'équité et l'inclusion. Trois équipes spécialisées relèvent maintenant directement d'elle : la nouvelle équipe responsable de la stratégie ESG et de la reddition de compte, l'équipe responsable de l'environnement mondial et des changements climatiques, et l'équipe chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes de financement gouvernementaux ainsi que de la gestion de la collaboration avec les établissements d'enseignement supérieur. De plus, comme l'importance que nous accordons à la diversité, à l'équité et à l'inclusion (DEI) demeure fondamentale aux valeurs de CAE, nous avons également nommé une cheffe de la direction de la diversité, de l'équité et de l'inclusion qui relève directement de notre vice-président principal, Ressources humaines mondiales et indirectement de la cheffe de la direction du développement durable. Cette nouvelle organisation démontre notre engagement de porter la performance ESG à un niveau supérieur et de renforcer son lien avec la stratégie d'entreprise de CAE. Afin d'harmoniser davantage nos activités et l'engagement de nos dirigeants avec nos efforts ESG, nous avons intégré des critères ESG individuels dans les schémas de rémunération des membres du comité de direction ainsi qu'une cible ESG collective sur la diversité, l'équité et l'inclusion.
- Alors que les effets de la pandémie de COVID-19 continuaient de se faire sentir au cours de la dernière année, nous avons dirigé le Regroupement des entreprises pour la vaccination qui a amené le gouvernement du Québec à accepter l'aide du secteur privé afin d'accélérer la vaccination contre la COVID-19. Le 26 avril 2021, CAE a ouvert son centre de vaccination contre la COVID-19, situé au siège social de CAE à Saint-Laurent, le premier centre en entreprise en son genre à exercer ces activités au Québec. Près de 33 000 doses de vaccin y ont été administrées au cours des quatre mois où il a été en activité.
- Lorsque la guerre en Ukraine a éclaté, CAE a immédiatement réagi. Nous avons suspendu nos services et notre formation aux compagnies aériennes et aux exploitants russes pour exprimer notre appui au peuple ukrainien. En février, nous avons lancé une campagne de financement pour la Croix-Rouge afin d'appuyer ses activités d'aide humanitaire aux réfugiés fuyant l'Ukraine. Toute la communauté de CAE, y compris ses employés, a amassé plus de 258 000 \$ pour l'aide en Ukraine. De plus, en mars 2022, nous nous sommes joints à 50 entreprises québécoises pour parrainer jusqu'à 1 000 Ukrainiens touchés par la guerre afin qu'ils puissent venir au Canada avec leur famille, leur offrant des occasions d'emploi et du soutien dans le cadre du programme Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine.
- Cette année, CAE a élaboré et publié son Code de conduite à l'intention de ses fournisseurs et de ses sous-traitants du monde entier afin de renforcer l'impact ESG sur l'ensemble de sa chaîne de valeur. En tant que chef de file de l'industrie fortement axé sur l'ESG, CAE mobilise ses fournisseurs afin qu'ils gèrent leur propre impact sur la société et l'environnement. Ce nouveau Code de conduite des fournisseurs aborde un large éventail de questions ESG telles que l'éthique et la conformité, le respect des droits de la personne, le respect de l'environnement et la gestion des risques. Il est désormais intégré aux conditions générales de nos ententes avec les fournisseurs et les sous-traitants.
- Alors que la résilience aux changements climatiques continue d'être l'une de nos principales priorités, nous maintenons notre carboneutralité depuis 2020. Au cours de l'exercice 2022, nous avons réalisé des progrès considérables, car tous les établissements de CAE sont entièrement alimentés au moyen d'énergies renouvelables ou couverts par des certificats verts.

Nous continuons à faire des progrès considérables en matière de décarbonation, selon les priorités suivantes.

- La réduction des émissions de GES de nos bâtiments
 - Le développement de l'avion électrique
 - La mises à niveau de nos simulateurs pour une meilleur efficacité énergétique
- Le comité sur les changements climatiques (CCC) a également terminé l'exercice d'évaluation des risques liés aux changements climatiques sur un échantillon de six établissements stratégiques représentatifs de la diversité des activités et de l'empreinte géographique mondiale de CAE. Les résultats seront présentés conformément aux recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC).

Nous continuons à appuyer nos clients dans la réduction de leur propre empreinte carbone :

- On estime que plus de cinq millions de tonnes d'émissions d'équivalent CO₂ ont été évitées (par rapport à la combustion de carburant aviation) sur une base annuelle en remplaçant la formation au pilotage réel par des simulateurs de vol dans les centres de formation d'aviation civile de CAE.
- En mars 2022, nous avons réalisé l'acquisition d'AirCentre : nous offrons maintenant à nos clients un logiciel qui leur permet d'optimiser leurs plans de vol afin de réduire leur empreinte carbone associée à la combustion de carburant aviation. D'ici un an, nous serons en mesure de quantifier les émissions évitées pour nos clients.

L'engagement de CAE envers le Pacte mondial des Nations Unies et les Principes d'autonomisation des femmes des Nations Unies ainsi que l'importance que CAE accorde aux facteurs ESG se traduisent dans ses codes et ses politiques, y compris les suivants, qui peuvent être consultés sur le site Web de CAE :

- Politique en matière de lutte contre la corruption;
- Code d'éthique professionnelle;
- Code d'éthique à l'intention des fournisseurs;
- Politique relative aux minerais de conflit;
- Politique sur les dons de charité et les commandites;
- Politique sur la diversité et l'inclusion;
- Politique sur l'environnement, la santé et la sécurité;
- Politique sur les cadeaux, les divertissements et les marques de courtoisie;
- Politique en matière de droits de la personne;
- Politique sur le lobbying et les contributions politiques;
- Procédures internes de signalement et politique de dénonciation.

Nos rapports font référence aux normes de durabilité de la *Global Reporting Initiative (GRI)*. La GRI est un organisme indépendant qui fournit un cadre reconnu mondialement pour la production de rapports sur le développement durable à l'échelle des entreprises et des industries. CAE présente également de l'information au *Carbon Disclosure Project (CDP)* et nous communiquons l'information recommandée par le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques dans notre rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale d'entreprise. À mesure que les attentes des organismes de réglementation

évoluent, nous nous préparons à la présentation de l'information financière relative aux risques liés aux changements climatiques. Au cours de l'exercice 2022, nous avons continué à présenter nos résultats dans deux catégories industrielles recensées par le Sustainability Accounting Standards Board (SASB Index), que nous avons introduites à l'EX21. CAE respecte les principes du Pacte mondial des Nations Unies. Nous continuons de présenter de l'information par rapport aux Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, plus particulièrement les cinq objectifs sur lesquels notre stratégie d'entreprise et notre modèle d'affaires sont le plus alignés. Nous avons l'intention de poursuivre le processus d'intégration des objectifs de développement durable et de communiquer nos progrès en conséquence.

De plus amples renseignements sur les piliers et les initiatives RSE de CAE se trouvent dans notre rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale d'entreprise disponible en ligne au <https://www.cae.com/fr/responsabilite-sociale/>.

4.13 Monnaies étrangères

Nous exerçons nos activités à l'échelle mondiale, et quelque 90 % de nos produits des activités ordinaires provenant d'exportations et d'activités internationales sont généralement réalisés en monnaies étrangères, principalement en dollars américains, en euros et en livres sterling. Nos produits des activités ordinaires sont générés à raison d'environ 50 % aux États-Unis, le reste provenant d'ailleurs dans le monde. Les sections 7.3 et 9.2 du rapport de gestion de 2022 de CAE contiennent de plus amples renseignements au sujet des monnaies étrangères en tant facteur de risque pour CAE.

4.14 Réorganisations

Au cours de l'exercice 2021, nous avons annoncé que nous adopterions des mesures supplémentaires afin de mieux desservir le marché en optimisant nos actifs et notre présence à l'échelle mondiale et en ajustant nos activités en fonction de la demande attendue et des gains d'efficacité structurelle permanents. À la suite de ces mesures, nous avons engagé et comptabilisé des coûts de restructuration de 117,1 millions \$ au cours de l'exercice 2021 et de 54,7 millions \$ au cours de l'exercice 2022. Ces coûts sont principalement composés de frais immobiliers, de relocalisations d'actifs et d'autres coûts directement liés à l'optimisation de notre présence opérationnelle, de même que d'indemnités de cessation d'emploi, qui ont été engagés au cours de l'exercice 2021 et de l'exercice 2022.

Pour de plus amples renseignements sur les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, se reporter à la section 4.3 du rapport de gestion de 2022 de CAE.

5. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOS ACTIVITÉS

Pour obtenir une description des facteurs de risque liés à CAE et à ses activités, veuillez vous reporter à la section 9 « Risques et incertitudes liés à nos activités » du rapport de gestion de 2022 de CAE, qui est intégrée par renvoi dans la présente notice annuelle.

6. DIVIDENDES ET DISTRIBUTIONS

6.1 Dividendes

Le montant de tout dividende et la date à laquelle son versement a lieu sont déterminés au gré de notre conseil d'administration. Ce dernier revoit annuellement la politique en matière de dividendes en fonction des besoins de trésorerie de nos activités opérationnelles, des besoins de liquidités et de la situation financière prévue. CAE a versé un dividende de 0,10 \$ par action au premier trimestre et de 0,11 \$ par action aux deuxième, troisième et quatrième trimestres de l'exercice 2020. CAE n'a déclaré ni versé aucun dividende au cours des exercices 2021 et 2022.

En vertu du programme de réinvestissement des dividendes de CAE, les actionnaires résidant au Canada et au Royaume-Uni ont le choix de recevoir des dividendes en actions ordinaires plutôt que des dividendes en espèces. Au cours des exercices 2020, 2021 et 2022, CAE a émis 109 076, 0 et 0 actions ordinaires, respectivement, à titre de dividendes en actions ordinaires.

6.2 Rachat et annulation d'actions ordinaires

Les rachats d'actions aux termes de notre programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ont été suspendus dans le cadre de nos mesures d'atténuation de la pandémie de COVID-19 le 16 avril 2022. Depuis, l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités a expiré et n'a pas été renouvelée.

Par conséquent, au cours des exercices 2021 et 2022, aucune action ordinaire n'a été rachetée et annulée dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Au cours de l'exercice 2020, 1 493 331 actions ordinaires ont été rachetées au prix moyen pondéré de 33,22 \$ l'action et annulées, pour une contrepartie totale de 49,6 millions \$.

7. DESCRIPTION DE LA STRUCTURE DU CAPITAL

Notre capital autorisé compte un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et un nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale, pouvant être émises en séries.

Chaque action ordinaire donne à son porteur le droit de recevoir les dividendes éventuellement déclarés par notre conseil d'administration, le droit à un vote à toutes les assemblées des porteurs d'actions ordinaires et le droit de participer de façon proportionnelle avec les autres porteurs d'actions ordinaires à la distribution de nos actifs en cas de liquidation ou de dissolution de la Société, sous réserve des droits prépondérants des porteurs d'actions de rang supérieur aux actions ordinaires.

À la fermeture des bureaux le 31 mars 2022 et le 14 juin 2022 respectivement, 317 024 123 et 317 213 587 actions ordinaires étaient respectivement émises et en circulation. Il n'y a aucune action privilégiée émise et en circulation.

8. MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES

Les actions ordinaires en circulation de CAE sont cotées et négociées à la Bourse de Toronto (**TSX**) et à la Bourse de New York (**NYSE**) sous le symbole CAE.

8.1 Cours et volume des opérations

CAE inc. Cours de l'action à la TSX – Exercice 2022			
Mois	Min.	Max.	Volume total
Avril 2021	36,17 \$	39,07 \$	10 991 457
Mai 2021	35,41 \$	38,24 \$	8 450 467
Juin 2021	36,70 \$	39,08 \$	9 861 763
Juillet 2021	34,70 \$	39,01 \$	23 962 782
Août 2021	34,38 \$	39,70 \$	12 422 567
Septembre 2021	36,20 \$	38,70 \$	16 949 386
Octobre 2021	36,56 \$	38,79 \$	10 498 205
Novembre 2021	30,70 \$	42,36 \$	20 898 849
Décembre 2021	26,82 \$	32,75 \$	17 037 218
Janvier 2022	30,27 \$	33,50 \$	10 754 890
Février 2022	31,27 \$	33,96 \$	13 312 890
Mars 2022	29,92 \$	35,03 \$	20 410 418

CAE inc. Cours de l'action à la NYSE – Exercice 2022			
Mois	Min. (\$ US)	Max. (\$ US)	Volume total
Avril 2021	28,83 \$	31,61 \$	6 957 431
Mai 2021	29,40 \$	31,38 \$	5 505 070
Juin 2021	30,45 \$	31,85 \$	6 523 109
Juillet 2021	27,26 \$	31,39 \$	7 660 305
Août 2021	26,81 \$	31,69 \$	5 201 084
Septembre 2021	28,26 \$	30,78 \$	4 482 803
Octobre 2021	29,05 \$	31,31 \$	3 744 550
Novembre 2021	24,07 \$	34,05 \$	6 794 044
Décembre 2021	23,20 \$	25,51 \$	7 995 234
Janvier 2022	23,76 \$	26,96 \$	5 104 055
Février 2022	24,55 \$	26,76 \$	6 423 990
Mars 2022	23,35 \$	27,74 \$	8 407 936

8.2 Ventes antérieures

Pour la période de 12 mois close le 31 mars 2022, la Société a émis des actions ordinaires et des titres pouvant être convertis, exercés ou échangés en vue d'obtenir des actions ordinaires comme il est présenté dans le tableau ci-dessous :

<u>Date d'émission</u>	<u>Type de titres émis</u>	<u>Raison de l'émission</u>	<u>Nombre de titres émis</u>	<u>Prix d'émission/d'exercice par titre</u>
31 mars 2021 au 31 mars 2022	Actions ordinaires	Exercice d'options	1 268 660	21,37 \$ (prix moyen pondéré)
31 mars 2021 au 31 mars 2022	Options sur actions	Attribution d'options	685 977	36,79 \$ (prix moyen pondéré)
2 juillet 2021	Actions ordinaires pouvant être émises aux termes des reçus de souscription	Placements privés auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec et de GIC Private Limited	22 400 000	31,25 \$

9. ADMINISTRATEURS ET HAUTS DIRIGEANTS

Les administrateurs de CAE sont élus à l'assemblée annuelle des actionnaires et leur mandat se poursuit jusqu'à l'assemblée annuelle suivante des actionnaires ou jusqu'à l'élection ou la nomination de leur successeur. Le nom et le lieu de résidence des administrateurs et des hauts dirigeants de CAE à la date des présentes, leur poste au sein de CAE, leurs fonctions principales au cours des cinq dernières années et l'année où ils sont devenus administrateur sont présentés ci-après.

On trouvera d'autres renseignements sur les candidats aux postes d'administrateur de CAE dans la circulaire de sollicitation de procurations datée du 15 juin 2022 relativement à notre assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra le 10 août 2022 (**assemblée**). Tous les membres actuels du conseil (sauf M. Manley) ainsi que deux autres personnes sont des candidats aux postes d'administrateur à l'assemblée. Patrick M. Shanahan a été nommé administrateur de CAE par le conseil le 1^{er} avril 2022.

En plus de se conformer aux lois applicables, le conseil supervise et révisé : i) les plans stratégiques, les plans d'exploitation, les budgets et le rendement réel par rapport à ceux-ci; ii) les principaux risques et la pertinence des systèmes et des procédés utilisés pour gérer ces risques; iii) la surveillance du système de gouvernance d'entreprise; iv) l'intégrité des contrôles internes et des systèmes d'information de gestion; v) la conformité de CAE aux exigences légales et réglementaires; vi) le perfectionnement des dirigeants et la planification de la relève; vii) la nomination et la rémunération des hauts dirigeants et les politiques en matière de rémunération et d'avantages sociaux; viii) les questions en matière de santé, de sécurité, d'environnement et de responsabilité sociale d'entreprise; ix) les initiatives d'expansion commerciale; x) les activités et les politiques en matière de communication, y compris la communication avec les actionnaires; xi) le rendement du président et chef de la direction.

Le conseil compte un comité d'audit, un comité de gouvernance et un comité des ressources humaines.

9.1 Nom et fonctions principales

ADMINISTRATEURS ACTUELS

Nom, lieu de résidence et année d'entrée en fonction à titre d'administrateur	Fonctions principales
MARGARET S. (PEG) BILLSON Nouveau-Mexique, États-Unis (2015)	<p>M^{me} Billson est une dirigeante chevronnée du domaine de l'aviation, détenant plus de 35 ans d'expérience dans la direction d'entreprises axées sur la technologie, notamment en tant que présidente et chef de la direction de BBA Aviation Aftermarket Services, une division de BBA Aviation plc., présidente et directrice générale de la division Avion d'Eclipse Aviation et vice-présidente et directrice générale de la division Airframe Systems de Honeywell International Inc.</p> <p>M^{me} Billson est titulaire d'une maîtrise en ingénierie aérospatiale et, en guise de reconnaissance de ses réalisations au sein de l'industrie, a été intronisée au « temple de la renommée » de l'Embry-Riddle Aeronautical University. Elle est également pilote titulaire d'une qualification de vol aux instruments.</p> <p>M^{me} Billson est présidente du comité de gouvernance et membre du comité des ressources humaines.</p>
L'HONORABLE MICHAEL M. FORTIER, C.P. Québec, Canada (2010)	<p>M. Fortier est entré au service de RBC Marchés des Capitaux (RBCMC) à titre de vice-président du conseil en 2010. Avant d'entrer au service de RBCMC, M. Fortier était associé d'Ogilvy Renault S.E.N.C.R.L., s.r.l. (aujourd'hui Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.) et conseiller principal de Morgan Stanley au Canada.</p> <p>De 2006 à 2008, M. Fortier a occupé divers postes au sein du gouvernement du Canada, en tant que ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, ministre du Commerce international et ministre responsable de la grande région de Montréal. Auparavant, il a travaillé dans le secteur des banques d'investissement, d'abord comme directeur général de Credit Suisse First Boston (1999 à 2004), puis comme directeur général de Valeurs mobilières TD (2004 à 2006).</p> <p>M. Fortier a également pratiqué le droit chez Ogilvy Renault S.E.N.C.R.L., s.r.l. (1985 à 1999) dans les domaines du financement des entreprises et des fusions et acquisitions. Au cours de cette période, il était basé à Londres, en Angleterre, pendant de nombreuses années. M. Fortier est titulaire d'un baccalauréat en droit de l'Université Laval et est membre du Barreau du Québec depuis 1985.</p> <p>M. Fortier est président du comité des ressources humaines.</p>

Nom, lieu de résidence et année d'entrée en fonction à titre d'administrateur	Fonctions principales
<p>MARIANNE HARRISON Massachusetts, États-Unis (2019)</p>	<p>M^{me} Marianne Harrison est présidente et chef de la direction de John Hancock Life Insurance Company, division américaine de la Société Financière Manuvie établie à Toronto. Elle est également membre de l'équipe de haute direction de Manuvie. Avant d'assumer ses fonctions actuelles en 2017, M^{me} Harrison a agi comme présidente et chef de la direction de Manuvie Canada, division canadienne de Manuvie. Avant d'assumer ces fonctions en 2013, elle a occupé plusieurs postes de direction à l'échelle de l'entreprise, dont celui de présidente et directrice générale de John Hancock Long-Term Care Insurance et celui de vice-présidente exécutive et de contrôlease de Manuvie. Avant de se joindre à Manuvie, Mme Harrison a été chef des finances, Gestion de patrimoine chez Groupe Banque TD, après avoir occupé plusieurs postes au sein de ce groupe; auparavant, elle a travaillé chez PwC. M^{me} Harrison siège également au conseil d'administration du Boston Medical Center et du Massachusetts Competitive Partnership.</p> <p>M^{me} Harrison est titulaire d'un baccalauréat en littérature anglaise de l'Université Western Ontario et d'un diplôme en comptabilité de l'Université Wilfrid-Laurier. Elle est comptable agréée et, en 2016, elle a été élue Fellow de l'Ordre.</p> <p>Elle est présidente du comité d'audit et membre du comité de gouvernance.</p>
<p>ALAN N. MACGIBBON, CPA, CA Ontario, Canada (2015)</p>	<p>M. MacGibbon est un administrateur de société. Il a été associé directeur et chef de la direction de Deloitte S.E.N.C.R.L., s.r.l. Canada (2004 à 2012) et a siégé au conseil d'administration mondial de Deloitte Touche Tohmatsu Limited pendant cette période. M. MacGibbon a été directeur général mondial, Qualité, stratégie et communications de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et conseiller principal de Deloitte, S.E.N.C.R.L., s.r.l. Canada de juin 2012 à décembre 2013. M. MacGibbon est titulaire d'un diplôme universitaire en administration des affaires et d'un doctorat honorifique de l'Université du Nouveau-Brunswick. M. MacGibbon porte les titres de comptable professionnel agréé, de comptable agréé et de Fellow de l'Institut des comptables professionnels agréés de l'Ontario.</p> <p>M. MacGibbon est membre du comité d'audit et membre du comité des ressources humaines. Après l'assemblée, M. MacGibbon occupera le poste de président du conseil d'administration. À titre de président du conseil, M. MacGibbon assistera aux réunions de tous les comités.</p>

Nom, lieu de résidence et année d'entrée en fonction à titre d'administrateur	Fonctions principales
<p>MARY LOU MAHER Ontario, Canada (2021)</p>	<p>M^{me} Maher a été associée directrice canadienne, Qualité et gestion des risques, KPMG Canada de 2017 à février 2021. Elle a aussi été chef mondiale, Inclusion et diversité, KPMG International pendant la même période. Mme Maher a occupé divers postes de direction et de gouvernance chez KPMG, y compris chef des services financiers et chef des ressources humaines. M^{me} Maher a mis sur pied le tout premier conseil national de promotion de la diversité de KPMG Canada et elle a parrainé le réseau pride@kpmg. Mme Maher a reçu le prix Wayne C. Fox Distinguished Alumni Award de l'Université McMaster en reconnaissance de son travail dans le domaine de l'inclusion et de la diversité, a été intronisée au Temple de la renommée des 100 femmes les plus influentes du Women's Executive Network au Canada, a reçu un prix pour l'ensemble de ses réalisations de Out on Bay Street (Proud Strong) ainsi que celui de membre de la haute direction de l'année pour la diversité du Centre canadien pour la diversité et l'inclusion.</p> <p>M^{me} Maher est membre du Forum économique mondial axé sur les droits de la personne, volet entreprise, la Société Alzheimer de Toronto, et a siégé à d'autres conseils d'administration d'organismes sans but lucratif, notamment à titre de présidente du conseil du Women's College Hospital et de membre du conseil de CPA Ontario.</p> <p>M^{me} Maher est titulaire d'un baccalauréat en commerce de l'Université McMaster et porte le titre de FCPA, FCA.</p> <p>M^{me} Maher est membre du comité d'audit et du comité des ressources humaines.</p>
<p>L'HONORABLE JOHN P. MANLEY, C.P., O.C. Ontario, Canada (2008)</p>	<p>M. Manley est conseiller d'affaires principal au cabinet d'avocats Bennett Jones S.E.N.C.R.L., s.r.l. Il a été président et chef de la direction du Conseil canadien des affaires (un organisme sans but lucratif) de 2010 à 2018. De 2004 à 2009, il a été avocat-conseil chez McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l., un cabinet d'avocats d'envergure nationale. Auparavant, M. Manley a passé plus de 16 ans dans la fonction publique et a été nommé vice-premier ministre, ministre de l'Industrie, ministre des Affaires étrangères et ministre des Finances. M. Manley a obtenu un baccalauréat ès arts de l'Université Carleton et un doctorat en jurisprudence de l'Université d'Ottawa, le titre d'administrateur agréé de l'Université McMaster et a reçu des doctorats honorifiques de six universités canadiennes.</p> <p>M. Manley est actuellement président du conseil d'administration et quittera ses fonctions à la clôture de l'assemblée.</p>

Nom, lieu de résidence et année d'entrée en fonction à titre d'administrateur	Fonctions principales
<p>FRANÇOIS OLIVIER Québec, Canada (2017)</p>	<p>M. Oliver est un administrateur de société. Il a récemment pris sa retraite de Transcontinental inc. en décembre 2021, où il était président et chef de la direction depuis 2008. Après s'être joint au secteur de l'impression de TC Transcontinental en 1993, M. Olivier a gravi les échelons et a accédé à la présidence du secteur de l'impression des produits d'information, puis il est devenu chef de l'exploitation en 2007. Au fil des ans, M. Olivier a consolidé le secteur de l'impression au Canada et il a transformé l'entreprise en diversifiant ses actifs en emballages souples au moyen d'acquisitions stratégiques. Sous sa direction, TC Transcontinental est devenue le plus important imprimeur au Canada, un chef de file en emballage souple en Amérique du Nord et un leader canadien dans ses activités de médias spécialisés. Avant de se joindre à TC Transcontinental, M. Olivier était directeur général de la société Canada Packers. M. Olivier siège également au conseil de Portage, un organisme canadien à but non lucratif qui vient en aide aux personnes ayant des problèmes de dépendance afin qu'elles puissent surmonter leur dépendance.</p> <p>M. Olivier est titulaire d'un baccalauréat en sciences de l'Université McGill et il est diplômé du Program for Management Development de la Harvard Business School.</p> <p>M. Olivier est membre du comité d'audit et du comité de gouvernance.</p>
<p>MARC PARENT, C.M. Québec, Canada (2008)</p>	<p>M. Parent est président et chef de la direction de CAE inc. depuis octobre 2009. Il est entré au service de la Société en février 2005 en tant que président de groupe, Produits de simulation, avant d'être nommé président de groupe, Produits de simulation et Formation militaire et services associés en mai 2006 et, par la suite, vice-président exécutif et chef de l'exploitation en novembre 2008. M. Parent possède plus de 35 ans d'expérience dans l'industrie aérospatiale. Avant de se joindre à CAE, M. Parent a occupé divers postes auprès de Canadair et de Bombardier Aéronautique au Canada et aux États-Unis. M. Parent est ancien président du conseil d'administration de l'Association des industries aérospatiales du Canada (AIAC) et d'Aéro Montréal (grappe aérospatiale du Québec).</p> <p>M. Parent a obtenu un diplôme en génie de l'École polytechnique, un diplôme du Advanced Management Program de la Harvard Business School et détient un doctorat honorifique de l'École Polytechnique. M. Parent est un pilote qualifié détenant une licence de pilote de ligne émise par Transports Canada. En novembre 2020, M. Parent est devenu Membre de l'Ordre du Canada et, en 2021, il a été intronisé au Temple de la renommée de l'aviation du Canada en raison de son engagement de longue date à l'égard de la croissance et du progrès du secteur aérospatial canadien. En 2022, M. Parent s'est vu décerner le prix « Leader de l'année de l'industrie » par Living Legends of Aviation pour son importante contribution à l'industrie de l'aviation.</p>

Nom, lieu de résidence et année d'entrée en fonction à titre d'administrateur	Fonctions principales
<p>GÉNÉRAL DAVID G. PERKINS, USA (RET.) New Hampshire, États-Unis (2020)</p>	<p>Le général Perkins a servi pendant plus de 40 ans dans l'armée américaine, occupant ultimement la fonction de commandant de la United States Army Training and Doctrine Command (TRADOC), laquelle est responsable de la conception, de l'acquisition, de la construction et de l'amélioration continue au sein de l'armée américaine, l'une des plus importantes et complexes organisations au monde comptant plus de 1,2 million de membres. Sous sa direction, TRADOC a élaboré le concept d'opérations multidomaines, qui est devenu un moteur pour les changements futurs dans les opérations et la formation, non seulement dans l'armée américaine, mais partout dans le monde.</p> <p>Le général Perkins est titulaire d'un baccalauréat en sciences de la United States Military Academy, d'une maîtrise en génie mécanique de l'Université du Michigan et d'une maîtrise en sécurité nationale et stratégie du Naval War College.</p> <p>Le général Perkins est membre du comité d'audit et du comité des ressources humaines.</p>
<p>MICHAEL E. ROACH Québec, Canada (2017)</p>	<p>Leader international expérimenté dans le domaine des affaires et des technologies, M. Roach a été président et chef de la direction (2006 à 2016) du Groupe CGI inc. jusqu'à son départ à la retraite. Il demeure membre du conseil d'administration de CGI. Il a été auparavant président et chef de l'exploitation du Groupe CGI inc. et président et chef de la direction de Bell Sygma inc., une filiale de Bell Canada active dans le secteur de la technologie. M. Roach est titulaire d'un baccalauréat en arts en économie et en science politique et d'un doctorat honorifique en administration des affaires de l'Université Laurentienne à Sudbury, en Ontario.</p> <p>M. Roach est membre du comité d'audit et du comité de gouvernance.</p>

Nom, lieu de résidence et année d'entrée en fonction à titre d'administrateur	Fonctions principales
<p>PATRICK M. SHANAHAN Washington, États-Unis (2022)</p>	<p>Patrick M. Shanahan a été le 33e secrétaire-adjoint à la défense des États-Unis. Il a également agi à titre de secrétaire par intérim à la défense des États-Unis (2019). Après s'être joint au ministère de la Défense, M. Shanahan a aidé à diriger l'élaboration de plusieurs politiques et de stratégies clés du ministère de la Défense. Auparavant, M. Shanahan a été viceprésident principal, Chaîne d'approvisionnement et exploitation, The Boeing Company. Il a précédemment été viceprésident principal responsable des programmes des avions commerciaux, gérant les profits et pertes des programmes 737, 747, 767, 777 et 787 et les activités des principales usines de fabrication de Boeing; vice-président et directeur général de la division du 787 Dreamliner, dirigeant le programme pendant une période de développement critique; vice-président et directeur général des systèmes de défense antimissiles de Boeing, supervisant le système de défense terrestre de mi-parcours, le laser aéroporté et le laser tactique avancé; vice-président et directeur général des systèmes d'aéronefs à voilure tournante, chargé de superviser les activités entourant l'Apache, le Chinook et l'Osprey. M. Shanahan a consacré plus de trois décennies à The Boeing Company.</p> <p>M. Shanahan est membre de la National Academy of Engineering des États-Unis, membre de la Royal Aeronautical Society du Royaume-Uni, membre de la Society of Manufacturing Engineers des États-Unis et membre associé de l'American Institute of Aeronautics and Astronautics. Il a été régent à l'Université de Washington pendant plus de cinq ans.</p> <p>M. Shanahan est titulaire d'un baccalauréat ès sciences en génie mécanique de l'Université de Washington et de deux diplômes d'études supérieures du Massachusetts Institute of Technology.</p> <p>M. Shanahan est membre du comité d'audit.</p>
<p>ANDREW J. STEVENS Gloucestershire, Royaume-Uni (2013)</p>	<p>M. Stevens est administrateur de société au Royaume-Uni et a de l'expérience dans les secteurs de l'aérospatiale et de la défense à l'échelle mondiale. Il a travaillé pour Dowty Group, un important fabricant anglais d'équipements de bord (1976 à 1994); Bowthorpe plc (1994 à 1996); Messier-Dowty, comme directeur général puis directeur de l'exploitation (1996 à 2000); Rolls-Royce, comme directeur général de la défense aérospatiale (2001 à 2003); et Cobham plc, comme membre du conseil d'administration, où il a occupé plusieurs postes, notamment ceux de directeur général du groupe Systèmes aérospatiaux, de chef de l'exploitation et de chef de la direction (2003 à 2012).</p> <p>M. Stevens est ingénieur agréé, titulaire d'un diplôme spécialisé en ingénierie de production (mention très bien) de l'Université Aston de Birmingham, en Angleterre. Il est Fellow de la Royal Aeronautical Society et Fellow de l'Institution of Electrical Engineers et a aussi reçu un doctorat honorifique en sciences de l'Université Aston en 2013.</p> <p>M. Stevens est membre du comité de gouvernance et du comité des ressources humaines.</p>

HAUTS DIRIGEANTS

Outre Marc Parent, président et chef de la direction, les autres hauts dirigeants de la Société sont :

Nom et lieu de résidence	Poste occupé au sein de l'entreprise
ANDREW ARNOVITZ Québec, Canada	Vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion des risques d'entreprise depuis le 30 août 2021, à CAE depuis 2001; auparavant, vice-président principal, Stratégie et relations avec les investisseurs.
SONYA BRANCO Québec, Canada	Vice-présidente exécutive, Finances et chef de la direction financière depuis mai 2016, au service de CAE depuis 2008; auparavant, vice-présidente, Finances et contrôleur (2011 à 2016) et directrice, Planification et prévisions (2008 à 2011). M ^{me} Branco est comptable professionnelle agréée.
CARTER COPELAND Géorgie, États-Unis	Vice-président principal, Stratégie mondiale depuis août 2021, à CAE depuis 2021; auparavant, président et cofondateur de Melius Research (2017 à 2021). M. Copeland est analyste financier agréé.
HÉLÈNE V. GAGNON Québec, Canada	Cheffe de la direction du développement durable et vice-présidente principale, Engagement des parties prenantes depuis mars 2022, à CAE depuis 2015, et auparavant, vice-présidente, Affaires publiques, Communications mondiales et Responsabilité sociale d'entreprise et programme « Atteindre l'excellence » chez Bombardier Aéronautique (2006 à 2014).
DANIEL GELSTON Utah, États-Unis	Président de groupe, Défense et sécurité depuis août 2020. Auparavant, président du secteur des systèmes de communication à large bande de L3Harris Technologies (2018 à 2020), président des entreprises visées par l'accord spécial de sécurité conclu avec Smiths Detection Inc. (2016 à 2017) et président (2014 à 2016) et vice-président principal (2013 à 2014) de Cobham Tactical Communications and Surveillance. L'expérience militaire de M. Gelston comprend le service actif et de réserve de 1998 à 2007 en tant qu'officier des blindés et du renseignement militaire.
PASCAL GRENIER Québec, Canada	Vice-président principal, Services aériens – Civil et Activités mondiales de fabrication depuis le 28 octobre 2021; à CAE depuis 1996, il a occupé plusieurs fonctions; auparavant, vice-président principal, Exploitation, Technologies et Innovation mondiales (2017 à 2021), vice-président, Ingénierie mondiale (2016 à 2017) et directeur, Services après livraison (2013 à 2016).
MARK HOUNSELL Québec, Canada	Chef des affaires juridiques et de la conformité, et secrétaire, au service de CAE depuis février 2016; auparavant, chef des affaires juridiques et secrétaire général d'Aimia inc. (2006 à 2016)
NICK LEONTIDIS Québec, Canada	Président de groupe, Aviation civile depuis 2013; auparavant, vice-président exécutif, Stratégie et développement des affaires (2009 à 2013); vice-président exécutif, Ventes, marketing et développement des affaires, Formation et services associés – Civil (2005 à 2009).

Nom et lieu de résidence	Poste occupé au sein de l'entreprise
DAN SHARKEY Ontario, Canada	Vice-président principal, Ressources humaines mondiales depuis février 2015, à CAE depuis 2015; auparavant, partenaire d'affaires en Ressources humaines pour plusieurs divisions de Bombardier Aéronautique (1997 à 2014).
HEIDI WOOD Floride, États-Unis	Vice-présidente exécutive, Développement des affaires et Initiatives de croissance depuis mai 2020 et présidente, Santé depuis septembre 2020, auparavant, vice-présidente principale, Stratégie d'entreprise et technologies (2016 à 2019) de L3 Technologies et vice-présidente principale, Stratégie (2013 à 2016) de Spirit AeroSystems Inc.

Au 14 juin 2022, l'ensemble des administrateurs et des hauts dirigeants (22 personnes) avaient la propriété véritable ou exerçaient un contrôle, directement ou indirectement, à l'égard de 461 851 actions ordinaires, soit 0.14% de cette catégorie d'actions.

9.2 Interdictions d'opérations, faillites, amendes ou sanctions

Selon l'information qui nous a été fournie, aucun administrateur ni aucun haut dirigeant de CAE n'est, à la date de la présente notice annuelle, ou n'a été, au cours des dix années précédant cette date, administrateur, chef de la direction ou chef des finances ou, à l'égard de l'alinéa iii) ci-dessous, membre de la direction d'une société qui, pendant que cette personne exerçait cette fonction :

- i) a fait l'objet d'une interdiction d'opérations ou d'une ordonnance semblable ou une ordonnance refusant à la société en question le droit de se prévaloir d'une dispense prévue par la législation en valeurs mobilières, qui a été en vigueur pendant plus de 30 jours consécutifs;
- ii) a fait l'objet, après que la personne a cessé d'exercer les fonctions d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances, d'une interdiction d'opérations ou d'une ordonnance semblable ou une ordonnance refusant à la société en question le droit de se prévaloir d'une dispense prévue par la législation en valeurs mobilières, qui a été en vigueur pendant plus de 30 jours consécutifs par suite d'un événement survenu pendant qu'il exerçait ces fonctions;
- iii) n'a, au cours de l'année suivant la cessation des fonctions de cette personne, fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivi par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndicat de faillite nommé pour détenir ses biens.

10. AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

L'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres de nos actions ordinaires aux États-Unis est Computershare Trust Company, N.A. à ses bureaux principaux à Canton, au Massachusetts et, au Canada, la Société de fiducie Computershare du Canada à ses bureaux principaux situés dans la ville de Toronto, en Ontario.

11. COMITÉ D'AUDIT

11.1 Charte

La charte du comité d'audit de CAE est présenté à l'annexe B.

11.2 Composition

Les membres du comité d'audit de CAE sont :

- M^{me} Marianne Harrison (présidente)
- M. Alan N. MacGibbon
- M^{me} Mary Lou Maher
- M. François Olivier
- Général David G. Perkins, USA (ret.)
- M. Michael E. Roach
- M. Patrick M. Shanahan (depuis le 1^{er} avril 2022)

Chacun de ces membres est indépendant et possède des compétences financières.

Marianne Harrison, présidente du comité d'audit, est comptable agréée et possède une vaste expertise financière et cumule de nombreuses années d'expérience dans les postes de direction de diverses institutions financières. M^{me} Harrison est actuellement présidente et chef de la direction de John Hancock Life Insurance Company, division américaine de la Société Financière Manuvie établie à Toronto, et elle est également membre de l'équipe de direction de la Société Financière Manuvie. Auparavant, elle était présidente et chef de la direction de Manuvie Canada et chef des finances de Gestion de patrimoine du Groupe Banque TD. Mme Harrison a été élue Fellow de l'Ordre, la plus haute distinction de réussite professionnelle accordée par l'Institut des comptables professionnels agréés de l'Ontario.

Alan N. MacGibbon met à contribution une riche expertise financière. Il a été associé directeur et chef de la direction de Deloitte S.E.N.C.R.L., s.r.l. Canada, un membre du conseil d'administration de Deloitte et a siégé au conseil d'administration mondial de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. M. MacGibbon est comptable professionnel agréé et Fellow de l'Institut des comptables professionnels agréés de l'Ontario.

Mary Lou Maher possède de solides connaissances d'affaires et expertise financière dans diverses industries. Pendant sa carrière de 38 ans chez KPMG, elle a acquis une vaste expérience et une compréhension du rôle du conseil grâce à sa participation directe au sein du conseil et du travail qu'elle a accompli en tant qu'associée d'audit. Plus récemment, elle a agi à titre d'associée directrice canadienne, Qualité et gestion des risques, chez KPMG Canada, et de chef mondiale, Inclusion et diversité, KPMG International. Elle a également occupé plusieurs postes de haute direction et de gouvernance, notamment celui de chef des services financiers et de chef des ressources humaines. Elle est Fellow de l'Institut des comptables professionnels agréés de l'Ontario.

François Olivier possède une grande expérience en croissance rentable d'entreprise au moyen de fusions et d'acquisitions et en gestion d'activités de fabrication à grande échelle, acquise surtout à titre de président et chef de la direction de Transcontinental inc., une société ouverte. Il est titulaire d'un baccalauréat en sciences de l'Université McGill et est diplômé du Program for Management Development de la Harvard Business School.

Le général David G. Perkins, USA (ret.) possède une expérience considérable en stratégie et en leadership, acquise au cours de ses 38 ans au sein de l'armée américaine. La dernière fonction qu'il a occupée était celle de commandant de la United States Army Training and Doctrine Command (TRADOC), laquelle est responsable de la conception, de l'acquisition, de la construction et de l'amélioration continue au sein de l'armée américaine, l'une des plus importantes et complexes organisations au monde comptant plus de 1,2 million de membres.

Michael E. Roach a été président et chef de la direction du Groupe CGI inc. pendant 10 ans et a acquis une riche expérience de direction internationale au sein de sociétés de consultation et axées sur les technologies. M. Roach est titulaire d'un baccalauréat

en arts en économie et en science politique et d'un doctorat honorifique en administration des affaires de l'Université Laurentienne à Sudbury, en Ontario.

Patrick M. Shanahan a été le 33e secrétaire-adjoint à la défense et secrétaire par intérim à la défense des États-Unis (du 1er janvier 2019 au 23 juin 2019). M. Shanahan compte plus de trois décennies d'expérience dans la gestion des profits et des pertes pour divers programmes et activités de The Boeing Company. M. Shanahan est titulaire d'un baccalauréat ès sciences en génie mécanique de l'Université de Washington et de deux diplômes d'études supérieures.

11.3 du Massachusetts Institute of Technology.Approbation des services

Le comité d'audit est responsable de la nomination et de la rémunération de l'auditeur indépendant de CAE ainsi que du maintien des services de ce dernier et de la supervision de son travail. Le comité d'audit doit préautoriser tous les services d'audit ou autres effectués par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. (PwC) ou encore, l'entente relative à de tels services doit être conclue conformément aux politiques et procédures établies par le comité. Conformément à ces politiques, le comité d'audit autorise CAE et les membres de son groupe à faire appel chaque année à l'auditeur pour assurer des services fiscaux et consultatifs financiers ainsi que d'autres services d'audit connexes précisés, moyennant des honoraires qui ne doivent pas dépasser les montants précisés. Après réflexion, le comité d'audit est arrivé à la conclusion que la prestation de ces services par PwC est compatible avec le respect de l'indépendance de PwC. La politique du comité d'audit précise aussi les services qu'il est interdit à PwC de fournir à CAE. Afin de soutenir davantage l'indépendance de PwC, le comité d'audit a établi une politique concernant l'embauche par CAE d'associés et d'employés de PwC, anciens et actuels, qui ont été embauchés pour le compte de CAE au cours des dernières années.

Honoraires payés par CAE à PwC pendant l'exercice 2022

Le tableau ci-après indique tous les honoraires versés par CAE et ses filiales à PwC au cours du dernier exercice et de l'exercice précédent, par catégorie de services (description générale seulement).

CATÉGORIE D'HONORAIRES	2022 (en millions de dollars)	2021 (en millions de dollars)
1. Services d'audit	5,8	4,7
2. Services liés à l'audit	0,1	0,8
3. Services fiscaux	0,5	1,0
Total	6,4	6,5

Les honoraires d'audit comprennent les honoraires facturés pour des services professionnels liés à l'audit des états financiers consolidés annuels de CAE et des services qui sont normalement rendus par PwC dans le cadre des dépôts prévus par la loi ou la réglementation, y compris l'audit des contrôles internes et de l'information financière exigé par la législation Sarbanes-Oxley.

Les honoraires pour services liés à l'audit comprennent ceux qui sont liés aux travaux exécutés dans le cadre d'acquisitions, de financements/prospectus, de services de traduction et d'autres services divers liés à la comptabilité de CAE.

Les honoraires pour services fiscaux sont principalement liés à la conformité fiscale, à la planification fiscale et aux conseils fiscaux.

12. INTÉRÊTS DES EXPERTS

Le cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant de la Société est PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. (PwC), comptables professionnels agréés dont les bureaux sont situés au 1250, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) H3B 4Y1, Canada. PwC est indépendant de la Société au sens du Code de déontologie des comptables professionnels agréés du Québec. PwC est un cabinet d'experts-comptables inscrit auprès du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis) (PCAOB), qui doit être indépendant en ce qui a trait à la Société conformément aux lois fédérales américaines sur les valeurs mobilières et les règles et règlements applicables de la SEC et du PCAOB.

13. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Des renseignements supplémentaires, notamment des renseignements sur la rémunération des administrateurs et des dirigeants, sur les prêts consentis à ces derniers, sur les principaux porteurs de titres de CAE, sur les options d'achat de titres et sur les intérêts des initiés dans des opérations importantes, s'il y a lieu, sont présentés dans la circulaire de sollicitation de procurations en date du 15 juin 2022 relative à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de CAE qui se tiendra le 10 août 2022.

Des renseignements financiers supplémentaires, y compris les états financiers audités consolidés comparatifs et le rapport de gestion, sont fournis dans le rapport financier annuel de CAE à l'intention des actionnaires pour l'exercice clos le 31 mars 2022. On peut obtenir un exemplaire de ces documents en s'adressant au vice-président, Relations publiques et communications mondiales ou au secrétaire de CAE, ou bien en visitant le site Web de SEDAR au www.sedar.com ou celui de CAE au www.cae.com.

En outre, CAE remettra à quiconque en fait la demande au vice-président, Relations publiques et communications mondiales ou au secrétaire de CAE les documents indiqués ci-après :

- a) Lorsque les titres de CAE font l'objet d'un placement conformément à un prospectus simplifié provisoire ou à un prospectus simplifié :
 - i) un exemplaire de la présente notice annuelle ainsi qu'un exemplaire des documents ou des pages pertinentes des documents intégrés par renvoi;
 - ii) un exemplaire des états financiers comparatifs de CAE pour notre dernier exercice complet avec le rapport de l'auditeur y afférent, ainsi qu'un exemplaire des états financiers intermédiaires les plus récents de CAE visant une période postérieure à notre dernier exercice complet;
 - iii) un exemplaire de la circulaire de sollicitation de procurations relative à la dernière assemblée annuelle des actionnaires au cours de laquelle les administrateurs ont été élus;
 - iv) un exemplaire des autres documents qui sont intégrés par renvoi à un prospectus simplifié et qui ne sont pas exigés aux termes des sous-alinéas i) à iii) ci-dessus;
- b) À tout autre moment, un exemplaire des autres documents mentionnés aux sous-alinéas i), ii) et iii) de l'alinéa a) ci-dessus; cependant, CAE peut exiger le paiement de frais raisonnables si la demande est présentée par une personne ou une société qui n'est pas porteuse de titres de CAE.

GLOSSAIRE

Dans la présente notice annuelle, les termes « nous », « nos », « notre », « nôtre », « Société » et « CAE » désignent CAE inc. et, selon le cas, ses filiales. Les autres termes clés ont le sens qui leur est donné ci-après :

« **\$ US** » signifie dollars américains

« **AIAC** » signifie l'Association des industries aérospatiales du Canada

« **AirCentre** » signifie le portefeuille d'opérations aériennes AirCentre de Sabre

« **assemblée** » signifie l'assemblée annuelle des actionnaires de CAE devant être tenue le 10 août 2022

« **CAE Rise^{MC}** » signifie CAE Real-time Insights and Standardized Evaluations

« **CAE** » signifie CAE inc. et, selon le cas, ses filiales

« **CCC** » signifie le comité sur les changements climatiques

« **CDP** » signifie Carbon Disclosure Project

« **CER** » signifie les certificats verts

« **Civil** » signifie le secteur Aviation civile

« **conseil** » signifie le conseil d'administration de CAE inc.

« **Défense** » signifie le secteur Défense et sécurité

« **DEI** » signifie la diversité, l'équité et l'inclusion

« **DISR** » signifie l'Information Technology Standards Registry du ministère de la Défense des États-Unis

« **DoD** » signifie le ministère de la Défense des États-Unis

« **ESG** » signifie les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance

« **états financiers consolidés** » signifie les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022 et les notes y afférentes

« **eVTOL** » signifie Electric Vertical Takeoff and Landing (aéronef à décollage et à atterrissage verticaux entièrement électrique)

« **EX2020** » signifie l'exercice 2020, la période allant du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

« **EX2021** » signifie l'exercice 2021, la période allant du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021

« **EX2022** » signifie l'exercice 2022, la période allant du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022

« **FSC** » signifie la Flight Simulation Company BV.

« **GIFCC** » signifie le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques

« **GRI** » signifie la Global Reporting Initiative

« **hauts dirigeants** » signifie les membres de la haute direction de CAE

« **IITSEC** » signifie l'Interservice/Industry Training, Simulation, and Education Conference

« **IA** » signifie intelligence artificielle

« **IFTS** » signifie l'International Flight Training School

« **L3H MT** » signifie les activités de formation militaire de L3Harris Technologies

« **LCSA** » signifie la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*

« **MAA** » signifie mobilité aérienne avancée

« **Merlot** » signifie Merlot Aero Limited

« **MRO** » signifie les organismes d'entretien, de réparation et de révision

« **normes SASB** » signifie les normes du Sustainability Accounting Standards Board

« **notice annuelle** » signifie la notice annuelle

« **NYSE** » signifie la bourse de New York

« **ODD** » signifie les objectifs de développement durable des Nations Unies

« **OEM** » signifie le fabricant d'équipement d'origine

« **OGC** » signifie l'Open Geospatial Consortium

« **OPRCA** » signifie offre publique de rachat dans le cours normal des activités

« **PCAOB** » signifie le Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis)

« **PCAOB** » signifie le Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis)

« **Pelesys** » signifie Pelesys Learning Systems Inc.

« **PKP** » signifie les passagers-kilomètres payants

« **PwC** » signifie PricewaterhouseCoopers S.E.N.C.R.L., s.r.l.

« **rapport de gestion** » signifie le rapport de gestion de CAE sur la situation financière et les résultats d'exploitation

« **rapport financier annuel** » signifie le rapport financier annuel à l'intention des actionnaires pour l'exercice clos le 31 mars 2022

« **RBCMC** » signifie RBC Marchés des Capitaux

« **R-D** » signifie recherche et développement

« **RM** » signifie une réalité mixte

« **RSE** » signifie la responsabilité sociale de l'entreprise

« **Santé** » signifie le secteur Santé

« **Société** » signifie CAE inc. et, selon le cas, ses filiales

« **SSUC** » signifie la subvention salariale d'urgence du Canada

« **TRADOC** » signifie United States Army Training and Doctrine Command

« **TRU Canada** » signifie TRU Simulation in + Training Canada Inc.

« **TSX** » signifie la Bourse de Toronto

« **VR** » signifie la réalité virtuelle

ANNEXE A – FILIALES ET AUTRES INVESTISSEMENTS

Le tableau suivant présente les filiales directes et indirectes et les autres investissements de CAE au 31 mars 2022. Toutes les sociétés sont détenues en propriété exclusive, sauf indication contraire.

Dénomination sociale des filiales ou des autres investissements	Territoire de constitution
Canada	
9595058 Canada Inc.	Canada
CAE BC ULC	Colombie-Britannique
CAE Digital Inc.	Canada
CAE Santé Canada inc.	Canada
CAE International Holdings Limited	Canada
CAE Military Aviation Training Inc.	Canada
Les services simulateurs CAE inc.	Québec
CAE TSP Inc.	Canada
Medicor Lab Inc.	Québec
Pelesys Aviation Maintenance Training Inc.	Colombie-Britannique
Pelesys Learning Systems Inc.	Colombie-Britannique
Presagis Canada Inc.	Canada
SKYALYNE Canada Inc. (50 %)	Canada
États-Unis	
Advanced Medical Technologies, LLC	Washington
CAE (US) Inc.	Delaware
CAE Civil Aviation Training Solutions Inc.	Floride
CAE Delaware Buyco Inc.	Delaware
CAE Doss Aviation inc.	Texas
CAE Flight Services USA, Inc.	Delaware
CAE Flight Solutions USA Inc.	Delaware
CAE Healthcare, Inc.	Delaware
CAE North East Training Inc.	Delaware
CAE Oxford Aviation Academy Phoenix Inc.	Arizona
CAE SimuFlite Inc.	Delaware
CAE US Capital LLC	Delaware
CAE US Capital Management LLC	Delaware
CAE US Finance GP LLC	Delaware
CAE US Finance LP ¹	Delaware
CAE US Management LLC	Delaware

CAE USA Inc.	Delaware
CAE USA Mission Solutions Inc.	Delaware
Embraer CAE Training Services, LLC (49 %)	Delaware
Engenuity Holdings (USA) Inc.	Delaware
Flightline Data Services, Inc.	Géorgie
KVDB Flight Training Services, Inc. (49 %)	Arizona
Merlot Aero Inc.	Delaware
Oxford Airline Training Center Inc.	Arizona
Parc U.S. Inc.	Delaware
Presagis USA Inc.	Californie
PTC Solutions JV, LLC (49 %)	Wisconsin
Rotorsim USA LLC (50 %)	Delaware
SimCom Holdings, Inc. (50 %)	Delaware
SimCom Inc. (50 %)	Delaware
SimCom International Inc. (50 %)	Floride
SkyWarrior Flight Training LLC (37 %)	Floride
Xebec Government Services, LLC (49 %)	Delaware

Europe

ARGE Rheinmetall Defence Electronics GmbH/CAE Elektronik GmbH (50 %) ²	Allemagne
Aviation Personnel Support Services Limited	Irlande
Aviation Training Northeast Asia B.V. (50 %)	Pays-Bas
CAE (UK) plc	Royaume-Uni
CAE Academia de Aviacion España S.L.	Espagne
CAE Aircrew Training Services plc (76,5 %)	Royaume-Uni
CAE Aviation Training B.V.	Pays-Bas
CAE Beyss Grundstücksgesellschaft GmbH	Allemagne
CAE Center Amsterdam B.V.	Pays-Bas
CAE Center Brussels N.V.	Belgique
CAE Centre Copenhagen A.S.	Danemark
CAE Centre Oslo AS	Norvège
CAE Centre Stockholm AB	Suède
CAE CFT B.V.	Pays-Bas
CAE CFT Holdings B.V.	Pays-Bas
CAE Engineering Korlátolt Felelősségű Társaság	Hongrie
CAE Flight Services Austria GmbH	Autriche
CAE Flight Services Poland Sp z.o.o.	Pologne
CAE France SAS	France
CAE Global Academy Évora, S.A.	Portugal
CAE GmbH	Allemagne
CAE Healthcare GmbH	Allemagne

CAE Healthcare KFT	Hongrie
CAE Holdings B.V.	Pays-Bas
CAE Holdings Limited	Royaume-Uni
CAE Investments SARL	Luxembourg
CAE Luxembourg Acquisition SARL	Luxembourg
CAE Management Hongrie Korlátolt Felelősségű Társaság	Hongrie
CAE Oslo Aviation Academy AS	Norvège
CAE Oxford Aviation Academy Amsterdam B.V.	Pays-Bas
CAE Parc Aviation Jersey Limited	Jersey
CAE Services GmbH	Allemagne
CAE Services Italia, S.r.l.	Italie
CAE Servicios Globales de Instrucción de Vuelo (España) S.L.	Espagne
CAE STS Limited	Royaume-Uni
CAE Training & Services Brussels NV	Belgique
CAE Training & Services Netherlands B.V.	Pays-Bas
CAE Training & Services UK Ltd.	Royaume-Uni
CAE Training Norway A.S.	Norvège
CAE Verwaltungsgesellschaft mbH	Allemagne
CVS Leasing Limited (13,39 %)	Royaume-Uni
ETOPS (SA) UK Limited	Royaume-Uni
ETOPS SAS	France
Eurofighter Simulation Systems GmbH (12 %)	Allemagne
Flight Training Alliance GmbH (50 %)	Allemagne
GCAT Flight Academy Allemagne GmbH	Allemagne
GCAT Flight Academy Malta Limited	Malte
Helicopter Training Media International GmbH (50 %)	Allemagne
HFTS Helicopter Flight Training Services GmbH (25 %)	Allemagne
iRIS Health Solutions Limited	Royaume-Uni
Leonardo CAE Advanced Jet Training S.r.l. (50 %)	Italie
Oxford Aviation Academy (Oxford) Limited	Royaume-Uni
Oxford Aviation Academy Europe AB	Suède
Oxford Aviation Academy European Holdings AB	Suède
Oxford Aviation Academy Finance Limited	Irlande
Oxford Aviation Academy Ireland Holdings Limited	Irlande
Oxford Aviation Academy Norway Holdings A.S.	Norvège
Parc Aviation (UK) Limited	Royaume-Uni
Parc Aviation Engineering Services Limited	Irlande
Parc Aviation International Limited	Irlande
Parc Aviation Limited	Irlande
Parc Aviation Services Limited	Île de Man
Parc Interim Limited	Irlande

Parc Selection Limited	Île de Man
Presagis Europe (S.A.S.)	France
RosterBuster B.V.	Pays-Bas
Rotorsim s.r.l. (50 %)	Italie
CAE Flight Services Sweden AB (anciennement Sabre Rocade AB)	Suède
Servicios de Instrucción de Vuelo, S.L. (80 %)	Espagne
Sim-Industries Production B.V.	Pays-Bas
Simubel NV (un centre de formation CAE)	Belgique
SIV Ops Training, S.L. (80 %)	Espagne
TRU Flight Training Iceland ehf (33,34 %)	Islande

Autres

CAE Aircraft Maintenance Pty Ltd. (50 %)	Australie
CAE Australia Pty Ltd	Australie
CAE Aviation Services Pte Ltd.	Singapour
CAE Aviation Training Chili Limitada ³	Chili
CAE Aviation Training International Ltd.	Maurice
CAE Aviation Training Peru S.A.	Pérou
CAE Bangkok Co., Limited	Thaïlande
CAE Brunei Multi-Purpose Training Center SDN BHD (60 %)	Brunei
CAE Centre Hong Kong Limited	Chine
CAE CFT Korea Ltd.	Corée
CAE China Support Services Company Limited	Chine
CAE Colombia Flight Training S.A.S.	Colombie
CAE Defence Solutions Middle East LLC (50 %)	Qatar
CAE El Salvador Flight Training S.A. de C.V.	El Salvador
CAE Flight & Simulator Services Sdn. Bhd.	Malaisie
CAE Flight and Simulator Services Korea Ltd. (50 %)	Corée
CAE Flight Training (India) Private Limited (100 %)	Inde
CAE Flight Training Center Mexico, S.A. de C.V.	Mexique
CAE Kuala Lumpur Sdn. Bhd. (100 %)	Malaisie
CAE India Private Limited	Inde
CAE Integrated Enterprise Solutions Australia Pty Ltd.	Australie
CAE Japan Flight Training Inc.	Japon
CAE Maritime Middle East L.L.C. (49 %)	ÉAU
CAE Melbourne Flight Training Pty Ltd. (50 %)	Australie
CAE Middle East L.L.C. (49 %)	ÉAU
CAE Middle East Holdings Limited (50 %)	ÉAU
CAE Middle East Pilot Services L.L.C. (49 %)	ÉAU

CAE New Zealand Pty Limited	Nouvelle-Zélande
CAE Shanghai Company, Limited	Shanghai
CAE Simulation Technologies Private Limited	Inde
CAE Simulation Training Private Limited (50 %)	Inde
CAE Singapore (S.E.A.) Pte Ltd.	Singapour
CAE South America Flight Training do Brasil Ltda	Brésil
CAE Vietnam Limited Liability Company	Vietnam
CAE-GAH Aviation Technology Services Co. Ltd.	Chine
CAE-LIDER Training Do Brasil Ltda. (50 %)	Brésil
China Southern West Australia Flying College Pty Ltd (14,26 %)	Australie
Emirates-CAE Flight Training LLC (49 %)	Dubai
ETOPS Aviation Services Malaysia Sdn Bhd	Malaisie
Flight Training Device (Mauritius) Limited	Maurice
HATSOFF Helicopter Training Private Limited (50 %)	Inde
International Flight School (Mauritius) Ltd.	Maurice
JAL CAE Flight Training Co. Ltd. (50 %)	Japon
Merlot Aero International Limited	Nouvelle-Zélande
Merlot Aero Limited	Nouvelle-Zélande
Merlot Aero Ventures Limited	Nouvelle-Zélande
National Flying Training Institute Private Limited (51 %)	Inde
Oxford Aviation Academy (Australia) Pty Ltd. (50 %)	Australie
Oxford Aviation Academy Holdings Pty Ltd. (50 %)	Australie
Parc Aviation Japan Limited	Japon
Pegasus Uçus Egitim Merkezi A.S.	Turquie
Philippine Academy for Aviation Training, Inc. (40 %)	Philippines
RB Aero Development Services India Private Limited	Inde
Sabena Flight Academy – Africa (34 %)	Cameroun
SIM-Industries Brasil Administração de Centros de Treinamento Ltda	Brésil
Simulator Servicios Mexico, S.A. de C.V.	Mexique
Singapore CAE Flight Training Pte Ltd.	Singapour
Soralay S.A.	Uruguay

INACTIF

Dénomination sociale des filiales ou des autres investissements	Territoire de constitution
CAE Crewing Services Limited	Irlande
CAE Screenplates SA	France
Invertron Simulators plc	Royaume-Uni
Park Aviation Training Limited	Irlande
Xtend Inc.	Utah

ABANDONNÉ

Dénomination sociale des filiales ou des autres investissements	Territoire de constitution
Asian Aviation Centre of Excellence (Singapore) Pte Ltd (50 %)	Singapour
CAE Beteiligungsgesellschaft mbH	Allemagne
CAE Machinery Ltd.	Colombie-Britannique
CAE Railway Ltd.	Canada
Services CAE (Canada) inc.	Canada
CAE Training Aircraft B.V.	Pays-Bas
Produits de bois CAE S.E.N.C. ¹	Québec
Société de simulation de vol Korlátolt Felelősségű Társaság	Hongrie
Logitude OY	Finlande

Les notes 1, 2 et 3 indiquent une société de personnes.

ANNEXE B – CHARTE DU COMITÉ D'AUDIT

CAE INC.

COMPOSITION ET RESPONSABILITÉS DU

COMITÉ D'AUDIT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

RESPONSABILITÉS GÉNÉRALES

- 1.1 Le comité d'audit (le « comité ») relève du conseil d'administration.
- 1.2 Le comité se compose de trois à cinq administrateurs (dont l'un agit à titre de président). Tous les membres du comité doivent être des administrateurs indépendants. Le conseil d'administration détermine si les membres du comité sont indépendants en fonction des lois, règlements et autres exigences et lignes directrices réglementaires applicables. Chaque membre doit réaffirmer annuellement son indépendance face à CAE inc. (« CAE » ou la « Société »), conformément aux normes d'indépendance fixées par les organismes de réglementation, les bourses et les lois, règlements et exigences applicables. Chaque membre doit être en mesure de lire et de comprendre les états financiers (état de la situation financière, états des résultats, état des flux de trésorerie) qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de CAE, ou doit être en mesure de les lire et de les comprendre dans un délai raisonnable après son entrée au comité. Au moins un membre doit pouvoir être considéré comme « expert financier » (au sens de la réglementation applicable) du fait qu'il a occupé un emploi en finance, en comptabilité ou dans tout autre domaine lui donnant une expertise financière. La composition du comité, y compris les compétences de ses membres, doit être conforme aux exigences des organismes de réglementation, des bourses et des lois, règlements et exigences applicables, dans leur version éventuellement modifiée »
- 1.3 Le président et les membres du comité sont élus annuellement par le conseil d'administration sur la recommandation du comité de gouvernance et du président du conseil d'administration. Si le président du comité désigné n'est pas en mesure de participer à une réunion du comité, les membres présents élisent un remplaçant qui présidera la réunion.
- 1.4 Le quorum est constitué par une majorité des membres du comité.
- 1.5 Le comité se doit de travailler en étroite collaboration avec les dirigeants et les employés de CAE, ses auditeurs et/ou ses autres conseillers compétents et disposer de l'accès à l'information que le comité juge nécessaire ou utile pour s'acquitter des tâches et des responsabilités qui lui ont été attribuées par le conseil d'administration et ci-après décrites.

2. EXAMEN DES ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS

- 2.1 Examiner les états financiers annuels consolidés et audités et faire des recommandations particulières au conseil d'administration. Dans le cadre de ce processus, le comité doit :
 - a) examiner la pertinence des états financiers et de tout changement apporté aux principes et pratiques comptables sous-jacents;
 - b) examiner la pertinence des évaluations, des décisions et du niveau de prudence exercé dans les choix comptables;
 - c) examiner trimestriellement les risques informatiques et de cybersécurité et les éléments ayant une incidence sur les contrôles.
 - d) examiner annuellement, de concert avec la direction et les auditeurs internes et externes la stratégie de détermination, d'évaluation et d'atténuation des risques financiers, ainsi que les données sur l'évaluation des risques intégrée dans le cycle de planification des audits annuels et les mises à jour trimestrielles ultérieures du chef de la direction financière en cas de changements

importants apportés à l'évaluation des risques financiers;

- e) surveiller l'examen effectué par le service d'audit interne de l'existence et de l'efficacité du cadre stratégique de gestion des risques de l'entreprise de CAE;
- f) approuver les états financiers audités et rapport d'évaluation actuarielle pour le régime de retraite complémentaire, le régime de retraite des hauts dirigeants désignés, le régime de retraite des employés, le régime de retraite des employés de CAE MAT Inc. et tout autre régime de retraite important au Canada;
- g) approuver les états financiers annuels audités pour les régimes d'épargne-retraite 401(K) en vigueur aux États-Unis ainsi que d'autres régimes de retraite américains importants de la Société et de ses filiales; et
- h) recevoir le résumé des rapports actuariels annuels portant sur les régimes de retraite à prestations définies à des fins d'information.

3. MISSION DES AUDITEURS EXTERNES

- 3.1 Recommander au conseil d'administration la nomination des auditeurs externes indépendants.
- 3.2 Examiner et approuver la lettre de mission. Dans le cadre de cet examen, le comité revoit et recommande au conseil d'administration, aux fins d'approbation, les honoraires des auditeurs pour leur travail d'audit annuel. Le comité se doit de faire ce qui suit :
 - a) superviser le travail fait par les auditeurs de la Société dans le cadre de la publication du rapport d'audit annuel et des rapports d'examen trimestriels;
 - b) approuver l'engagement des auditeurs externes pour les besoins de l'audit, de tout service lié à l'audit, de tout conseil relatif à la fiscalité et de tout autre service autorisé et il doit également approuver les honoraires pour de tels services. Déterminer l'enveloppe pour les services préapprouvés des auditeurs quant au type de travail et au seuil monétaire. Approuver de façon ponctuelle les services qui n'entrent pas dans la catégorie des services préapprouvés, le cas échéant;
 - c) réception des auditeurs externes, au moins une fois par année, un rapport écrit décrivant toutes les relations entre les auditeurs et CAE susceptibles d'influer sur l'objectivité et l'indépendance des auditeurs;
 - d) examiner périodiquement (au moins tous les deux ans) avec le conseil d'administration, chaque année, l'indépendance des auditeurs externes et soit confirmer au conseil d'administration l'indépendance de ces derniers, soit recommander au conseil d'administration de prendre les mesures appropriées pour s'assurer de leur indépendance; et
 - e) examiner et approuver les politiques de CAE en ce qui a trait à l'embauche d'anciens ou actuels associés et employés d'anciens ou actuels auditeurs externes de CAE.

4. EXAMEN ET DISCUSSION AVEC LES AUDITEURS EXTERNES

- 4.1 Examiner, avec les auditeurs externes et la direction, les plans et objectifs annuels d'audit externe, y compris les objectifs, la portée, les risques, l'échéancier, l'importance relative et les honoraires de l'audit.
- 4.2 Demander et examiner un rapport annuel rédigé par les auditeurs externes, faisant état de toute recommandation visant à améliorer les contrôles internes sur les procédures de communication de l'information et répertoriant les mesures prises par la direction pour suivre ces recommandations.
- 4.3 En ce qui concerne les procédures de contrôle de qualité interne des auditeurs, examiner, s'il y a lieu, les questions importantes soulevées par la plus récente révision de contrôle de qualité interne effectuée par les auditeurs ou soulevées par toute demande ou enquête de la part des autorités gouvernementales ou professionnelles, au cours des cinq années précédentes, à propos d'un ou de plusieurs audits effectués par

les auditeurs, et faisant état des mesures prises pour apporter des réponses à ces questions.

- 4.4 Discuter en temps opportun avec les auditeurs externes i) des politiques et pratiques comptables essentielles, y compris les futures réglementations et normes comptables, ii) des autres façons de traiter l'information financière conformément aux principes comptables généralement reconnus quant aux éléments importants ayant fait l'objet de discussions avec la direction, de leurs ramifications et du traitement privilégié par les auditeurs externes, et iii) des autres échanges écrits importants entre les auditeurs externes et la direction, y compris la lettre et le tableau de la direction portant sur les différences non ajustées.
- 4.5 Rencontrer les auditeurs externes afin d'examiner les états financiers annuels audités et les états financiers trimestriels, y compris les déclarations dans le rapport de gestion, et d'en discuter.
- 4.6 Rencontrer les auditeurs externes séparément tous les trimestres (y compris l'associé responsable de la mission).
- 4.7 Poser des questions précises et spécifiques sur le travail fait par les auditeurs externes en ce qui concerne ce qui suit :
 - a) le travail des dirigeants chargés de l'établissement des états financiers;
 - b) toute restriction sur l'étendue du travail d'audit;
 - c) le niveau de collaboration à l'audit;
 - d) l'efficacité du travail d'audit interne;
 - e) toute divergence d'opinions ou tout conflit important non résolu entre la direction et les auditeurs externes;
 - f) toute transaction ou activité pouvant être illégale ou contraire à l'éthique; et
 - g) l'indépendance des auditeurs externes, y compris la nature et les honoraires pour services non liés à l'audit rendus par la firme d'audit externe et les membres de son groupe;
- 4.8 Procéder à des évaluations et fournir régulièrement de la rétroaction aux auditeurs externes.
- 4.9 Effectuer une évaluation annuelle de la performance des auditeurs externes.

5. EXAMEN ET DISCUSSION AVEC LES AUDITEURS INTERNES

- 5.1 Examiner et approuver le plan d'audit interne annuel, y compris l'évaluation du risque de l'audit, les activités planifiées, le niveau et la nature de l'information présentée, les ressources/l'organisation d'audit et tout changement important au cours de l'année.
- 5.2 Examiner le budget annuel du service d'audit interne.
- 5.3 Examiner périodiquement la pertinence et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information, notamment financière, de la Société, y compris tout problème ou changement important touchant les contrôles internes.
- 5.4 Fixer et communiquer des attentes élevées au directeur de l'audit interne et lui donner, ainsi qu'à son service, la responsabilité de les satisfaire. Offrir des conseils sur les lacunes administratives déjà signalées et faire le suivi des recommandations et de leur mise en application.
- 5.5 Rencontrer séparément et périodiquement le directeur de l'audit interne.
- 5.6 Poser des questions précises et spécifiques sur le travail fait par les auditeurs internes en ce qui concerne ce qui suit :

- a) toute recommandation importante visant à améliorer les contrôles internes des finances, de l'exploitation et de la conformité, et les mesures prises par la direction pour suivre ces recommandations;
 - b) le degré d'indépendance de l'audit interne; et
 - c) tout désaccord important avec la direction sur la portée de la mission ou les obstacles rencontrés dans son exécution.
- 5.7 Parallèlement à l'examen du plan d'audit interne annuel, discuter des objectifs, évaluer le rendement et examiner la rémunération du directeur de l'audit interne.
- 5.8 Superviser au moins une fois tous les cinq ans un examen externe de la fonction d'audit interne et un programme annuel d'auto-évaluation de la qualité interne de la fonction.

6. EXAMEN ET DISCUSSION AVEC LA DIRECTION

- 6.1 Examiner et évaluer la pertinence et la qualité de l'organisation, de la dotation en personnel et de la planification de la relève pour les responsabilités en matière de comptabilité et de finance (y compris l'audit interne).
- 6.2 Examiner les analyses faites par la direction établissant les questions importantes en matière d'information financière et les hypothèses retenues par la direction dans l'établissement des états financiers, y compris les analyses de l'effet sur les états financiers de méthodes de rechange conformes aux PCGR. Cet examen doit également comprendre ce qui suit :
- a) l'examen avec la direction de l'incidence des initiatives réglementaires et comptables, ainsi que des structures hors bilan, sur les états financiers de la Société; et
 - b) l'examen et l'approbation de toutes les opérations entre apparentés avec des organisations déterminées comme liées à partir d'associations avec administrateurs et des dirigeants.
- 6.3 Discuter avec la direction des états financiers audités annuels, des états financiers trimestriels et de l'auditeur indépendant, y compris de l'information communiquée par CAE dans le rapport de gestion.
- 6.4 Examiner trimestriellement avec la direction la mesure des indicateurs de qualité de l'audit et évaluer la pertinence de l'utilité des indicateurs établis.
- 6.5 Examiner et assumer la responsabilité d'une surveillance précise des éléments de CAE suivants :
- a) le cadre stratégique de gestion des risques de l'entreprise;
 - b) Activités de gestion des risques pour l'intégration des fusions et acquisitions et exécution du programme;
 - c) la couverture d'assurance globale (y compris le régime d'assurance des administrateurs et dirigeants).
- 6.6 Examiner au moins une fois par année avec la direction :
- a) la pertinence et l'efficacité de la structure du capital et de la trésorerie; et
 - b) la conformité fiscale.

7. EXAMEN ET DISCUSSION AVEC LE COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

- 7.1 Sur demande, fournir du soutien au comité des ressources humaines (« **comité des RH** ») du conseil d'administration à propos des mesures d'intéressement de la direction et des questions connexes (y compris la rémunération et l'utilisation adéquate des actifs de l'entreprise).

- 7.2 Apporter son soutien au comité des RH pour l'évaluation de la structure incitative afin de déterminer si celle-ci contribue à augmenter la fraude ou les autres risques.

8. EXAMEN DES DOCUMENTS D'INFORMATION PUBLICS

- 8.1 Examiner tous les documents publics importants liés au rendement financier de CAE, à sa situation financière ou aux analyses qui s'y rapportent, y compris les états financiers, le rapport de gestion, les communiqués sur les résultats annuels et intermédiaires et la notice annuelle, avant leur publication.
- 8.2 Examiner et contrôler les pratiques et méthodes adoptées par la Société pour assurer leur conformité aux exigences des bourses, lois, règlements et autres règles applicables, et s'il y a lieu, faire des recommandations ou présenter des rapports à ce sujet au conseil d'administration.
- 8.3 Commenter l'information financière et les projections sur le bénéfice de CAE communiquées aux analystes et agences de notation.
- 8.4 Examiner les questions importantes concernant les principes comptables et la présentation des rapports financiers, y compris les changements importants aux principes comptables à respecter dans l'établissement des comptes de la Société et de ses filiales, ou dans leur application, les questions importantes portant sur les contrôles internes de la Société et toute mesure d'audit particulière adoptée en raison de lacunes importantes dans le contrôle.
- 8.5 Établir/examiner les rapports du comité que les autorités compétentes en valeurs mobilières peuvent exiger d'inclure dans la circulaire de sollicitation de procurations et les autres documents d'information de la Société.
- 8.6 Examiner et approuver les méthodes définies dans la Politique de divulgation de la Société et vérifier annuellement que des méthodes adéquates sont en place pour l'examen de la divulgation de l'information financière issue des états financiers.

9. QUESTIONS JURIDIQUES ET DE CONFORMITÉ

- 9.1 Examiner, avec le chef des affaires juridiques de la Société, les questions juridiques et de conformité qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers de la Société.

10. TRAITEMENT DES PLAINTES

- 10.1 Maintenir des procédures de réception, de conservation et de traitement des plaintes reçues par la Société en matière de comptabilité, de contrôles comptables internes et de pratiques d'audit, et de signalement anonyme et confidentiel, par les employés, des pratiques comptables ou d'audit discutables.

11. EXAMEN ANNUEL

- 11.1 Examiner et évaluer annuellement la pertinence du mandat du comité, en rendre compte au conseil d'administration et soumettre à son approbation toute proposition de changement.
- 11.2 Effectuer une évaluation annuelle du rendement du comité et en rendre compte au président du comité de gouvernance du conseil d'administration de CAE.

12. ORIENTATION ET FORMATION CONTINUE

- 12.1 Au besoin, trouver des lectures portant sur les comités d'audit et participer à des activités sur le sujet.

13. AUTRES RESPONSABILITÉS

- 13.1 Le conseil d'administration peut confier à l'occasion au comité l'étude de toute autre question concernant les affaires financières ou la gestion des risques de la Société, selon ce qu'il juge à propos.

14. RÉUNIONS

14.1 Le comité se réunit aux moments que lui-même ou le conseil d'administration juge opportuns et rend régulièrement compte au conseil d'administration.

15. RECOURS À DES EXPERTS-CONSEILS

15.1 Le comité a l'autorisation de faire appel à des consultants indépendants ou à d'autres conseillers, selon ses besoins, pour mener à bien ses fonctions. La Société assurera le financement nécessaire déterminé par le comité pour l'obtention de tels services.

Dernière mise à jour le 10 février 2022